



Disability Rights Now 2019

Rapport officiel de la société civile australienne au
Comité des droits des personnes handicapées des
Nations-Unies : Examen de la CDPH de l'ONU 2019

En réponse à la Liste des points à traiter préalable à la soumission des
deuxième et troisième rapports périodiques combinés de l'Australie
[CRPD/C/AUS/QPR/2-3]



Compilé par les Organisations de personnes handicapées (OPH), les
Organisations représentatives de personnes handicapées (ORPH) et les
Organisations de défense des personnes handicapées australiennes



Disabled
People's
Organisations
Australia



Council for
Intellectual Disability



Queensland
Advocacy
Incorporated



Queensland Voice
for Mental Health Inc



Children and Young People
with Disability Australia



Australian Federation of
Disability Organisations

Informations sur la publication

Rapport officiel de la société civile australienne au Comité des droits des personnes handicapées des Nations-Unies (2019) en réponse à la Liste des points à traiter préalable à la soumission des deuxième et troisième rapports périodiques combinés de l'Australie [CRPD/C/AUS/QPR/2-3]. Compilé par le Groupe de travail sur le rapport officiel de la société civile australienne à la CDPH, juillet 2019.

Décharge de responsabilité

Les opinions et les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux du Groupe de travail sur le rapport officiel de la société civile australienne à la CDPH et ne sont pas nécessairement ceux de nos organismes de financement respectifs. La préparation des informations contenues dans ce document a fait l'objet du plus grand soin. Le Groupe de travail sur le rapport officiel de la société civile australienne de la CDPH rejette toute responsabilité quant à l'exactitude et la suffisance des informations et ne saurait être tenu responsable en raison d'une négligence ou de toute autre raison dans la préparation ou la fourniture d'une quelconque des informations susmentionnées ou en découlant.

© 2019

Détails concernant l'illustration de couverture :

© « Two Spirit Yarning » par Paul Constable Calcott du groupe aborigène des Wiradjuri. Paul utilise l'art et les symboles traditionnels de ses ancêtres pour évoquer les questions relatives aux personnes handicapées LGBTIQ+ (bispirituels) des Premières nations dans les villes et les régions éloignées de l'Australie.

À propos de ce rapport

Ce rapport officiel de la société civile sur la Convention sur les droits des personnes handicapées (CDPH) présente la perspective des personnes handicapées en ce qui concerne la conformité de l'Australie à ses obligations en vertu de la Convention.

Ce rapport répond à la Liste des points à traiter du Comité de la CDPH avant la soumission des deuxième et troisième rapports périodiques combinés de l'Australie [CRPD/C/AUS/QPR/2-3]. Il fournit également des informations en vertu des articles 10, 20 et 23, qui ne faisaient pas partie de la Liste des points à traiter avant la soumission du rapport (List of Issues Prior to Reporting (LOIPR)). La numérotation du rapport pour chaque article correspond à la LOIPR pertinente.

Suite à un Atelier de soumission de rapport officiel à la CDPH tenu en novembre 2017, un Groupe de travail de la société civile australienne sur la CDPH (le Groupe de travail) a été établi pour contribuer à la préparation de l'Examen de la CDPH de l'ONU de l'Australie. En développant ce rapport officiel, le Groupe de travail a mené des consultations ciblées avec des personnes handicapées et leurs organisations représentatives et de défense d'intérêts, et analysé les données résultant d'enquêtes du gouvernement et de la société civile, et de divers rapports et soumissions.

Début-mi 2019, le Groupe de travail a effectué un sondage en ligne de personnes handicapées pour leur donner une occasion supplémentaire de contribuer au développement de ce rapport. Plus de 1000 personnes handicapées ont répondu au sondage et les résultats ont été incorporés au rapport.

Le Groupe de travail est constitué de représentants des OPH, d'organisations représentatives des personnes handicapées et d'organisations de défense des personnes handicapées :

- [Disabled People's Organisations Australia \(DPO Australia\)](#)¹
- [Council for Intellectual Disability NSW \(CID\)](#)
- [Queensland Advocacy Incorporated \(QAI\)](#)
- [Advocacy for Inclusion \(AFI\)](#)
- [Disability Advocacy Network Australia \(DANA\)](#)
- [Australian Centre for Disability Law \(ACDL\)](#)
- [Queensland Voice for Mental Health \(QVMH\)](#)
- [Children and Young People with Disability Australia \(CYDA\)](#)
- [Australian Federation of Disability Organisations \(AFDO\)](#)

Compte de mots de ce rapport :

Conformément aux directives sur la participation d'organisations de personnes handicapées (OPH) et d'organisations de la société civile dans les travaux du Comité [UN Doc CRPD/C/11/2], ce rapport contient 9850 mots.

¹ [Disabled People's Organisations Australia \(DPO Australia\)](#) est une alliance de quatre organisations de personnes handicapées (OPH) spécifiques de population et inter-handicaps nationales d'Australie. DPO Australia a été fondée par, et regroupe : [Women With Disabilities Australia \(WWDA\)](#); [First Peoples Disability Network Australia \(FPDNA\)](#); [People with Disability Australia \(PWDA\)](#); et [National Ethnic Disability Alliance \(NEDA\)](#). En tant qu'OPH, ces quatre organisations nationales sont des organisations autonomes constituées de personnes handicapées et dirigées et contrôlées par elles.

Contents

Informations sur la publication	2
À propos de ce rapport.....	3
Remerciements	6
Mentions	7
Sommaire exécutif	10
Réponse à la Liste des points à traiter avant la soumission du rapport (LOIPR) :	12
Egalité et non-discrimination (art.5)	15
Femmes handicapées (art.6).....	16
Enfants handicapés (art.7)	18
Sensibilisation (art.8).....	19
Accessibilité (art.9).....	20
Droit à la vie (art.10)	21
Situations de risque et d'urgence humanitaire (art.11).....	22
Reconnaissance égale devant la loi (art.12)	23
Accès à la justice (art.13)	24
Liberté et sécurité de la personne (art.14).....	26
Protection contre la torture et contre une peine ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant (art.15).....	27
Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance (art.16).....	28
Intégrité de la personne (art.17).....	29
Droit de circuler librement et nationalité (art.18).....	30
Autonomie de vie et inclusion dans la société (art.19)	31
Mobilité personnelle (art.20)	32
Liberté d'expression et d'opinion, et accès aux informations (art.21).....	33
Respect du domicile et de la famille (art.23)	34

Éducation (art.24).....	35
Santé (art.25).....	36
Accès à l'adaptation et à la réadaptation (art.26).....	37
Droit au travail (art.27)	38
Un niveau de vie adéquat et une protection sociale (art.28)	39
Participation à la vie politique et publique (art.29).....	40
Statistiques et collecte de données (art.31).....	41
Coopération internationale (art.32).....	42
Application et suivi au niveau national (art.33).....	43
Références et Notes	44

Remerciements

Le Groupe de travail sur le rapport officieux de la société civile australienne à la CDPH reconnaît les propriétaires traditionnels des terres sur lesquelles cette publication a été réalisée. Nous reconnaissons le lien spirituel profond des Aborigènes et insulaires du détroit de Torres à ces terres. Nous exprimons notre profond respect aux membres de la communauté et aux Aînés anciens, présents et émergents.

Le Groupe de travail sur le rapport officieux de la société civile australienne à la CDPH tient à remercier Carolyn Frohmader qui a préparé l'ébauche de ce rapport pour et au nom du Groupe de travail sur le rapport officieux de la société civile à la CDPH, et Therese Sands pour l'avoir édité et relu et pour avoir coordonné les préparations de la société civile pour l'Examen de la CDPH de l'ONU de l'Australie et du Groupe de travail sur le rapport officieux de la société civile à la CDPH.

Le Groupe de travail remercie également le gouvernement australien, le Ministère du Procureur général et PwC Australia pour leur soutien dans la production de ce rapport.

Le Groupe de travail sur le rapport officieux de la société civile australienne à la CDPH remercie également les personnes handicapées qui ont répondu au sondage CDPH national (2019)¹ qui a permis de renseigner ce rapport.

Mentions

The following organisations and individuals have endorsed this report in whole or in part.

Organisations

ACT Council of Social Service (ACTCOSS)

Advocacy for Inclusion

All Means All

Australian Centre for Disability Law

Australian Council of Social Service (ACOSS)

Australian Disability + Development Consortium

Australian Federation of Disability Organisations

Australian Network for Universal Housing Design

Australian Women Against Violence Alliance

Blind Citizens Australia

Brain Injury Matters

Canberra Community Law

Centre for Disability Research and Policy, University of Sydney

Children and Young People with Disability Australia

Children by Choice

Communication Rights Australia

Community Legal Centres NSW

Council for Intellectual Disability NSW

Deafblind Association (NSW) Inc

Deafness Forum of Australia

Disability Advocacy Network Australia

Disability Advocacy NSW

Disability Discrimination Legal Service

Disabled People's Organisations Australia

Disability Resource Centre

Domestic Violence NSW

Down Syndrome Australia

Elizabeth Evatt Community Legal Centre

Engender Equality

Equality Lawyers

Family Planning NSW

First Peoples Disability Network

Gold Coast Domestic Violence Prevention Centre

Immigration Advice and Rights Centre

Intellectual Disability Rights Service

Intersex Human Rights Australia

JFA Purple Orange

Kingsford Legal Centre
Macleod Accommodation Support Service Inc
Marie Stopes Australia
National Association of Community Legal Centres
National Council of Single Mothers & their Children
National Ethnic Disability Alliance
National Mental Health Consumer and Carer Forum (NMHCCF)
National Rural Women's Coalition Ltd
NSW Council of Social Service (NCOSS)
People with Disabilities ACT (PwDACT)
People with Disabilities WA
People with Disability Australia
Physical Disability Australia
Physical Disability Council of NSW
Public Interest Advocacy Centre Ltd
Queensland Advocacy Incorporated
Queensland Collective for Inclusive Education
Queensland Voice for Mental Health
Queenslanders with Disability Network Ltd
Rape & Domestic Violence Services Australia
Rights and Inclusion Australia
Rights in Action
Save the Children Australia
Sisters Inside
South West Sydney Legal Centre
Speak Out Advocacy
Speaking Up For You inc. (SUFY)
Sussex Street Community Law Service
Sydney Queer and Disability Community
Tasmanian Council of Social Service (TasCOSS)
Tenants Union of NSW
The Foundation for Independence Recreation & Social Training Inc
The Institute for Advocacy and Leadership Development
University of Sydney's Disability Action Plan Consultative Committee
Victorian Mental Illness Awareness Council
Villamanta Disability Rights Legal Service Inc.
WA Council of Social Service (WACOSS)
Wagga Women's Health Centre
Welfare Rights Centre
WESNET
Women with Disabilities Australia

Women With Disabilities ACT

Women with Disabilities Victoria

Women's Legal Service NSW

Women's Legal Services Australia

Women's Safety NSW

Individuals

Heidi La Paglia

Dr Joseph Naimo

Dr James M. Cregan

Dr Joan Beckwith (PhD)

Ken Steele OAM, Chair Consumer and Carer Mental Health Advisory Council

Emeritus Professor Odwyn Jones AO

Lyn Mahboub

Sue Boyce, former Chair of the Senate Standing Committee for Community Affairs (2013-2014)

Dr Suzanne Covich (PhD)

Greg Lynn

Professor Jaya Dantas, President of Australian Graduate Women and Graduate Women Western Australia

Dr Raelene West, RMIT University Social Researcher

Dr Christina David, RMIT University Social Researcher

Dr Sue Olney, UNSW Canberra, School of Business - Research Fellow, Public Service Research Group

Jenny Malone, RMIT University PhD candidate

Monica O'Dwyer, RMIT University PhD candidate

Stephanie Gotlib

Wendy Taylor, RMIT University Industry fellow

Elizabeth Hudson, RMIT University PhD candidate

Wendy Taylor - RMIT University Industry fellow

Elizabeth Hudson – RMIT University PhD Candidate

Sommaire exécutif

Le Groupe de travail sur le rapport officiel de la société civile australienne à la CDPH (le Groupe de travail) a préparé ce rapport officiel afin de fournir les points de vue de personnes handicapées au Comité CDPH.

L'Australie est un pays riche et de nombreux australiens jouissent de leurs droits fondamentaux et d'un niveau de vie élevé. Par conséquent, l'Australie devrait respecter les normes les plus élevées en ce qui concerne ses obligations envers la CDPH.

Le Groupe de travail reconnaît les réformes positives que l'Australie a initiées depuis son premier examen en 2013, en particulier la mise en œuvre du régime d'assurance-invalidité national (National Disability Insurance Scheme (NDIS)) et la mise en place d'une Commission royale sur l'exploitation, la violence et la maltraitance des personnes handicapées.

Et pourtant, les personnes handicapées sont encore victimes de pauvreté, de préjudice et de violations de leurs droits fondamentaux, ce qui est particulièrement marqué pour les peuples² et les communautés autochtones. Ce rapport attire tout particulièrement l'attention sur des enjeux critiques qui exigent que l'Australie :

- retire ses Déclarations interprétatives concernant les articles 12, 17 et 18, qui font obstacle à la réforme et permettent des violations des droits humains, y compris le déni de la capacité juridique, les traitements forcés, et la discrimination dont sont victimes les personnes handicapées non australiennes qui souhaitent venir en Australie ou y demeurer ;
- renforce ses lois anti-discrimination afin de lutter contre la discrimination intersectionnelle ; valide les plaintes représentatives ; valide les plaintes concernant les crimes de haine ciblant les personnes handicapées ; et veille à ce que les personnes handicapées puissent porter plainte efficacement pour déni d'aménagement raisonnable ;
- développe et promulgue une législation nationale sur la prévention de toutes les formes de violence sexospécifique ;
- incorpore les droits CDPH à la législation, aux politiques et aux programmes qui s'appliquent aux enfants et aux jeunes ; et développe des mécanismes garantissant que les enfants et les jeunes handicapés puissent participer aux consultations, aux processus de prise de décision et au développement de politiques qui affectent leur vie ;
- établisse un cadre national de conformité obligatoire aux Normes d'accessibilité des transports publics pour les personnes handicapées ; les Normes (Accès à des locaux - Bâtiments) pour les personnes handicapées ; et les Normes nationales de services aux personnes handicapées ; et amende le Code de construction national pour exiger des caractéristiques d'accès minimum pour tous les logements nouveaux et ayant fait l'objet de modifications importantes ;
- aborde d'urgence la surreprésentation des personnes handicapées dans le système de justice pénal et mette fin à l'utilisation injustifiée de prisons pour la prise en charge des personnes handicapées non condamnées ;
- prenne des mesures pour qu'Auslan soit reconnu en tant que langue nationale, et harmonise les lois pour garantir que les personnes handicapées, y compris les personnes sourdes, puissent également faire partie d'un jury ;
- établisse un cadre uniforme à l'échelon national pour protéger les personnes handicapées d'une modification du comportement et éliminer les pratiques restrictives dans un large éventail de cadres ;
- promulgue une législation nationale uniforme et exécutoire interdisant la stérilisation et les interventions superflues sur le plan médical sur les personnes handicapées et les personnes présentant des variations intersexuelles sans leur consentement préalable libre et éclairé ;

² Dans le contexte australien, le terme « Peuples aborigènes et insulaires du détroit de Torres » et/ou « Premières Nations » est la terminologie acceptée pour désigner le peuple autochtone. Conformément à la terminologie reconnue à l'international, ce rapport utilise délibérément le terme « peuple autochtone » tout en reconnaissant que, dans le contexte australien, la terminologie préférée est « Peuples aborigènes et insulaires du détroit de Torres ».

- développe un plan national de fermeture d'environnements résidentiels institutionnels et développe des options de soutien et de logements communautaires véritables pour les personnes handicapées ;
- prenne des mesures urgentes à l'égard de la discrimination contre les parents handicapés, en particulier des mesures répondant au taux élevé de séparation d'enfants de leurs parents handicapés ;
- développe un Plan d'action national pour une éducation inclusive incluant un cadre législatif et politique entièrement conforme à l'Article 24 et au Commentaire général 4 ;
- développe une stratégie nationale pour l'emploi des personnes handicapées contenant des mesures sexospécifiques ciblées visant à augmenter la participation des personnes handicapées au marché du travail, et assurant la transition des personnes d'un emploi ségrégué à un emploi régulier et à une rémunération équitable pour leur travail ;
- mette fin aux restrictions continues d'admissibilité à la pension d'invalidité (DSP), et augmente le taux des paiements de soutien du revenu (Newstart) assurant l'accès à un niveau de vie adéquat ;
- établisse un mécanisme formel pour une participation significative des personnes handicapées aux prises de décision et à l'application et au suivi de la CDPH en ligne avec le Commentaire général 7.

Réponse à la Liste des points à traiter avant la soumission du rapport (LOIPR)

Objectif et obligations générales (art. 1-4)

1. Il n'existe aucun cadre juridique global pour la protection des droits de l'homme en Australie. La CDPH n'a pas encore été pleinement incorporée à la législation interne. Bien que la loi *Disability Discrimination Act de 1992* (DDA)² et la législation anti-discrimination étatique/territoriale incorporent certains des droits en vertu de la CDPH,³ l'étendue des droits protégés et les motifs de discrimination sont nettement plus étroits en Australie qu'ils ne le sont en vertu du droit international relatif aux droits de la personne⁴.

Les Déclarations interprétatives de l'Australie aux Articles 12, 17 et 18 de la CDPH limitent l'application effective de la CDPH, font obstacle à la réforme et permettent des violations des droits humains, y compris le déni de la capacité juridique, les traitements forcés et la discrimination contre les personnes handicapées non australiennes qui souhaitent venir en Australie ou y demeurer⁵.

2. Il n'existe aucun mécanisme permanent ou efficace assurant la participation active des personnes handicapées, y compris les enfants handicapés, dans l'application et la surveillance de la CDPH.⁶ Le rôle important des OPH, en ligne avec le Commentaire général 7, n'est pas bien compris par les gouvernements. La dotation en ressources des OPH et des organisations représentant les personnes handicapées (ORPH) est compétitive, limite l'engagement dans les activités internationales liées aux droits de l'homme et a été réduite depuis le dernier rapport⁷.

Le *Programme national de défense des personnes handicapées (National Disability Advocacy Program (NDAP))*⁸ a été révisé en 2016, mais a identifié des réformes qui n'ont pas été mises en œuvre. De nombreux gouvernements des États et des Territoires réduisent ou cessent leur financement de la défense indépendante des personnes handicapées en pensant à tort que le *régime d'assurance-invalidité nationale (National Disability Insurance Scheme (NDIS))*⁹ répondra aux problèmes des personnes handicapées. Le financement demeure insuffisant pour répondre aux besoins élevés en termes de défense des personnes handicapées à travers le pays.¹⁰ Des personnes handicapées et des enquêtes indépendantes¹¹ ont recommandé que le financement de la défense des droits soit rétabli par les juridictions qui ont cessé ou réduit leur financement.¹²

3. La *Stratégie nationale en matière de handicap 2010-2020 (National Disability Strategy (NDS))*¹³ établit le cadre politique national pour guider les gouvernements australiens dans le respect de leurs obligations en vertu de la CDPH.¹⁴ Le NDS est actuellement en cours d'examen en préparation pour la fin de sa période de dix ans, dans l'optique d'un autre plan de dix ans. Toutefois, le *Plan de mise en œuvre final*¹⁵ en vertu du NDS n'a pas été publié, et seulement deux rapports d'étape ont été produits malgré un engagement envers des rapports d'étapes bisannuels. Ces rapports décrivent seulement des actions au lieu d'évaluer les résultats pour les personnes handicapées. Le NDS manque de mesures et de résultats mesurables pour répondre aux violations systématiques des droits de la personne, manque de ressources dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation à travers ses domaines de résultats de politiques, et manque de mécanismes de reddition de comptes et de mise en œuvre.¹⁶ Des données ventilées et une collecte d'informations sur la situation des femmes et des enfants handicapés ne sont pas intégrées au NDS.¹⁷

Le NDS est cloisonné au sein du Département des Services sociaux (DSS) en tant que responsable de politique en matière de handicap. Les OPH ont exhorté les gouvernements australiens à établir un mécanisme exécutif au sein du Département du Premier ministre et du Cabinet pour assurer une coordination intergouvernementale de haut niveau du NDS.¹⁸ Cette recommandation a été réitérée par une enquête du Sénat mais¹⁹ a été rejetée par le gouvernement.²⁰

- 4(a) Le NDIS a pour objectif d'aider 10 %, soit 460 000 personnes handicapées en Australie. Les critères d'évaluation²¹ pour accéder au NDIS sont énoncés dans la loi NDIS Act de 2013 (Cth).²² Fin 2018, le plan de 244 653 participants au NDIS était approuvé,²³ nettement en-dessous des 315 721 participants dont les plans devaient être approuvés à cette date.²⁴

Il y a une surdépendance aux diagnostics médicaux et non pas aux évaluations fonctionnelles. Le processus de planification pour les participants au NDIS est complexe, prête à confusion, et manque souvent de clarté et de transparence.²⁵ Les participants au plan ignorent souvent leurs droits et leurs options.²⁶ Les témoignages des personnes handicapées²⁷ indiquent que les planificateurs ont développé des plans qui ne sont pas représentatifs des besoins des participants ; ils prennent des décisions adverses qu'ils ne sont pas qualifiés pour prendre ; les délais de réception des plans, des évaluations de plan, ainsi que d'autres informations de l'Agence nationale d'assurance-invalidité (National Disability Insurance Agency (NDIA)) sont longs ; et les examens de plan ont donné lieu à des réductions inutiles du financement des participants.²⁸

Tous les participants éligibles ne bénéficient pas du NDIS.²⁹ Les personnes souffrant d'un handicap psychosocial, les personnes autochtones handicapées, les personnes de cultures et langues diverses (CALD) handicapées, les femmes et les enfants handicapés, les personnes LGBTIQ+ handicapées, les personnes handicapées mentales, et celles qui vivent dans des régions éloignées, non seulement ont des difficultés à accéder au programme mais sont aussi plus susceptibles d'enregistrer des résultats défavorables.³⁰ Il existe dans le NDIA une culture qui ne place pas le participant au centre du programme.³¹ Il est de plus en plus évident que les participants au NDIS sont privés de services et de soins en raison de différends en matière de financement entre le NDIA et d'autres services gouvernementaux.³²

Il est clair que des inégalités entre les sexes existent au sein du NDIS. Dans toutes les juridictions, le pourcentage de participantes reste inférieur à 37 %.³³ Les OPH ont préconisé le développement d'une stratégie en matière d'égalité des sexes pour le NDIS.

Les personnes handicapées s'inquiètent de la sous-utilisation du budget du NDIS, les paiements étant censés diminuer de 1,6 milliard de dollars en 2019-20, ce que le gouvernement attribue à la transition plus lente que prévu des personnes au programme.³⁴ Les personnes handicapées indiquent au contraire que l'adoption plus lente que prévue est due aux difficultés qu'elles rencontrent pour accéder au programme et aux longs délais d'attente des participants pour recevoir un soutien, et elles estiment que les fonds non dépensés devraient être utilisés pour résoudre les problèmes d'application du programme.³⁵

Il n'existe actuellement aucune stratégie nationale clairement définie pour développer les effectifs malgré le besoin qui existe pour 70 000 travailleurs auprès des personnes handicapées supplémentaires d'ici 2020.³⁶

- 4(b) Les personnes handicapées âgées de plus de 65 ans ne sont pas éligibles pour le NDIS et dépendent d'un système de soins aux personnes âgées qui ne fournit pas un soutien équitable et manque d'expertise en matière de soutien spécialisé des personnes handicapées.³⁷

Les gouvernements suppriment leur financement pour un certain nombre de programmes de soutien de la santé mentale et utilisent ce financement pour compenser une partie de leur contribution au NDIS. À ce stade, on ignore quel soutien sera disponible pour les personnes souffrant d'un handicap psychosocial qui ne répondent pas aux critères d'admissibilité du NDIS.³⁸

À mesure que les programmes de soutien aux personnes handicapées sont déployés dans le NDIS, les personnes qui utilisent ces services³⁹ et qui ne sont pas admissibles pour le NDIS risquent de ne plus recevoir de soutien. Bien que les gouvernements du Commonwealth et d'État/Territoire aient convenu d'assurer la continuité du soutien par le biais de services aux personnes handicapées extérieurs au NDIS, en pratique, la confusion et l'incertitude règnent quant aux services qui continueront à être fournis et/ou financés.⁴⁰ Certains services de soutien aux personnes handicapées ne sont pas fournis car les responsabilités des différents niveaux de gouvernement sont mal définies.⁴¹

En 2017, le NDIA a commencé à déployer le programme NDIS *Informations, Liaisons et Renforcement des capacités* (ILRC).⁴² En même temps, les gouvernements des États et des Territoires se retirent des activités de type ILRC existantes. Le programme ILRC est à court terme et axé projet et ne dispose pas de l'investissement nécessaire pour créer des collectivités accessibles

et inclusives, ni pour renforcer les capacités des personnes handicapées.⁴³

- 4(c) Les occasions de surveiller et d'évaluer le NDIS sont limitées pour les personnes handicapées et pour leurs organisations représentatives. Les rapports de performance trimestriels du NDIS⁴⁴ ne fournissent aucune information de fond du point de vue des personnes handicapées et de leurs organisations représentatives. Les personnes handicapées ont identifié la nécessité d'améliorer les rapports des processus d'évaluation du NDIS destinés au public.⁴⁵ Le Comité mixte permanent sur le NDIS a recommandé qu'un principe soit ajouté à la loi *NDIS Act*, pour garantir que le NDIA collabore avec les personnes handicapées dans le développement et l'évaluation de ses plans et de ses directives opérationnels.⁴⁶

Recommandations

Que l'Australie :

- Lève les Déclarations interprétatives aux Articles 12, 17 et 18 de la CDPH.
- En partenariat avec les personnes handicapées et par le biais de leurs organisations représentatives, établisse un mécanisme d'application et de suivi permanent assurant une participation significative au développement et à l'application de la législation et des politiques pour l'application de la CDPH.
- Conformément au Commentaire général CDPH 7, veille à ce que les organisations représentatives des personnes handicapées disposent de ressources adéquates pour participer efficacement aux activités d'application et de suivi.
- Veille à ce que toutes les personnes handicapées aient accès à une représentation indépendante disposant de ressources adéquates pour faire valoir et obtenir leurs droits humains et leurs libertés fondamentales en vertu de la CDPH.
- Veille à ce que le NDS dispose de ressources adéquates, qu'il soit développé dans un cadre intersectionnel et contienne des résultats mesurables, un cadre de reddition de compte, et des mesures garantissant la ventilation des données à travers tous les domaines politiques.
- Établisse un Bureau d'inclusion des personnes handicapées indépendant de haut niveau pour promouvoir le NDS à travers le gouvernement et assurer la conformité à la CDPH.
- S'attaque à l'iniquité qui existe dans le NDIS pour les groupes marginalisés, et développe une stratégie NDIS sexospécifique.
- Amende la loi NDIS pour inclure un principe pour la collaboration avec les personnes handicapées et leurs organisations représentatives.

Egalité et non-discrimination (art.5)

5. Plus de 75 % des personnes handicapées signalent avoir été victimes de discrimination en raison de leur handicap.⁴⁷

En l'absence d'une Charte des droits fédérale ou d'une Loi fédérale sur les droits de la personne,⁴⁸ il reste des lacunes significatives en matière de protection des droits humains pour les personnes handicapées.⁴⁹

La législation anti-discrimination du Commonwealth et de la plupart des États/Territoires n'assure aucune protection contre la discrimination systémique et intersectionnelle et les crimes de haine ciblant les personnes handicapées. Il n'existe aucun recours législatif efficace en réponse à la discrimination intersectionnelle. Les OPH et autres groupes ne peuvent pas déposer de plaintes représentatives en vertu de la loi sur la discrimination des personnes handicapées (DDA).

Le déni d'aménagement raisonnable est une forme de discrimination en vertu de la DDA. Toutefois, les constatations d'une action en justice récente⁵⁰ ont eu pour résultat qu'une personne handicapée devait montrer que le déni d'aménagement raisonnable était causé par son handicap pour constituer une discrimination. Ceci a rendu la DDA inefficace dans sa réponse au déni d'aménagement raisonnable.⁵¹

Recommandations

Que l'Australie :

- Établisse une Loi sur les droits de la personne complète et juridiquement exécutoire incorporant les obligations de l'Australie en vertu de la CDPH et d'autres traités sur les droits de la personne.
- Renforce les lois anti-discrimination pour lutter contre la discrimination intersectionnelle ; permettre des plaintes représentatives par les OPH et les organisations de défense des intérêts ; et permettre des plaintes concernant les crimes de haine et de diffamation fondés sur le handicap.
- Amende la loi DDA pour assurer que les personnes handicapées puissent porter plainte efficacement pour déni d'aménagement raisonnable.

Femmes handicapées (art.6)

6. Malgré les recommandations du Comité CDPH,⁵² d'autres organes conventionnels et de mécanismes de l'ONU,⁵³ il n'existe aucune législation nationale relative à la prévention de toutes les formes de violence sexospécifique.⁵⁴

Le *Plan national pour la réduction de la violence contre les femmes et leurs enfants 2010-2022*,⁵⁵ conçu pour prévenir la violence contre les femmes, est le cadre politique principal de l'Australie. Le *Plan national* est uniquement axé sur l'agression sexuelle et la violence domestique/familiale dans un cadre de relations intimes.⁵⁶ Il masque et rend invisibles les formes structurelles et institutionnelles de violence sexospécifique relative à la loi, l'état et la culture dont les femmes handicapées³ non seulement sont victimes, mais risquent le plus de l'être.⁵⁷ Il exclut les violations des droits reproductifs et bon nombre des cadres et des espaces dans lesquels les femmes handicapées sont victimes de violence.⁵⁸

Les campagnes de sensibilisation nationales portant sur la violence contre les femmes ne sont pas inclusives des femmes handicapées.⁵⁹ Il existe de nombreuses restrictions méthodologiques dans les principaux instruments d'enquête utilisés pour capturer des données sur la violence contre les femmes,⁶⁰ avec comme résultat une sous-représentation significative des femmes handicapées dans les études de population sur la prévalence de la violence domestique et familiale et de l'agression sexuelle.⁶¹

Le service national primaire de l'Australie mis en place dans le but de traiter et de prévenir la violence contre les femmes est son service 1800RESPECT,⁶² établi en 2010 en vertu du *Plan national*, pour fournir des conseils confidentiels, des informations et un service d'orientation au téléphone et en ligne. 1800RESPECT présente des limitations significatives pour les femmes handicapées car le service est axé sur la violence « domestique » et « familiale » et l'agression sexuelle dans le contexte de relations intimes et/ou de violence conjugale qui survient dans le cadre familial entre des conjoints ou des partenaires anciens ou actuels.⁶³

Certaines mesures et initiatives positives ont été prises récemment⁶⁴ pour améliorer le soutien et les services aux femmes handicapées en vertu du *Plan national*, mais ces initiatives étaient largement orientées projet et ad hoc au lieu d'être cohérentes et complètes sur le plan national. En outre, le financement de ces initiatives a été fourni à de grandes entreprises à but lucratif et à d'autres agences gouvernementales,⁶⁵ sans financement direct aux OPH.

Les services ciblant la violence domestique, l'agression sexuelle et les femmes en situation de crise manquent d'expertise et présentent une gamme d'obstacles structurels qui freinent l'adoption de réponses appropriées pour soutenir les femmes handicapées.⁶⁶

Les possibilités limitées pour les femmes handicapées de participer au développement de politiques relatives aux droits des femmes et à l'égalité entre les sexes sont limitées.⁶⁷ Les femmes handicapées sont exclues des initiatives de suivi de l'application de CEDAW et le gouvernement ne fournit aucune aire pour permettre aux femmes handicapées d'assister et/ou de participer à la Commission sur le statut des femmes (Commission on the Status of Women (CSW)).⁶⁸

Recommandations

Que l'Australie :

- Développe et promulgue une législation nationale sur la prévention de toutes les formes de violence sexospécifique.
- Veille à ce que le *Plan national de réduction de la violence contre les femmes et leurs enfants* soit inclusif de toutes les formes de violence sexospécifique, indépendamment du cadre et des auteurs d'une telle violence.
- S'attaque aux restrictions méthodologiques des instruments de collecte de données utilisés pour saisir des données sur la violence contre les femmes.

3 Aux fins de ce rapport, le terme « femmes handicapées » inclut les filles handicapées.

- Veille à ce que les services de violence sexospécifique incluent les femmes et les filles handicapées.
- Fournisse des ressources et un soutien aux OPH pour développer et mettre en œuvre des initiatives visant à prévenir la violence contre les femmes handicapées.
- Aide adéquatement les organisations et les réseaux de femmes handicapées à participer à toutes les initiatives promouvant l'égalité des sexes.

Enfants handicapés (art.7)

7(a)(b) Il n'existe aucune politique ou programme visant à faire avancer et promouvoir les droits des enfants handicapés, notamment en ce qui concerne leur droit d'exprimer leurs opinions sur toutes les questions les concernant. Lorsque le handicap reçoit une attention superficielle, il est souvent cadré dans l'optique du risque et focalisé sur la réduction de l'incidence du handicap. Il n'existe aucune définition acceptée ni aucun cadre conceptuel en ce qui concerne le principe d'« intérêt supérieur de l'enfant », avec pour conséquence une application incohérente d'une juridiction australienne à l'autre.

Le *Cadre national pour la protection des enfants de l'Australie 2009-2020*⁶⁹ est le cadre politique national qui assure la sécurité et le bien-être des enfants australiens. Et pourtant, la focalisation sur les enfants handicapés est minime dans le Cadre, ils sont isolés des préoccupations globales sur le bien-être de l'enfant, et les actions concernant le handicap ne sont pas centrées sur l'enfant.⁷⁰ Le Cadre expire en 2020, et rien ne permet de croire qu'un nouveau Cadre national sera établi.

Un Commissaire national pour les enfants a été désigné en 2013, et pourtant aucun travail significatif n'a été effectué à ce jour pour décrire, examiner, promouvoir ou protéger les droits des enfants handicapés.

7(c) L'Australie manque d'un mécanisme de collecte de données complet sur les enfants et les jeunes handicapés. La collecte de données sur les soins *out of home care* n'est pas ventilée en fonction du handicap. Les rapports nationaux sur la protection des enfants n'incluent pas l'état d'incapacité.

7(d)(e) En 2019, les *Principes nationaux pour les organisations de protection de l'enfance*⁷¹ ont été adoptés par le Conseil des gouvernements australiens. L'objectif des Principes est de fournir une approche cohérente sur le plan national envers la création de cultures organisationnelles promouvant la sécurité et le bien-être de l'enfant. Et pourtant, ces objectifs ne sont pas obligatoires.

Plus d'un tiers des enfants en placement extrafamilial sont autochtones. Comparés aux enfants non-autochtones, les enfants autochtones sont 10 fois plus susceptibles d'être pris en charge en-dehors du milieu familial et 9 fois plus susceptibles de faire l'objet d'ordonnances de soins ou de protection.⁷² Le soutien approprié sur le plan culturel disponible pour les enfants autochtones handicapés et leurs familles demeure inadéquat.⁷³

Recommandations

Que l'Australie :

- Incorpore des droits CDPH, y compris le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, à la législation, aux politiques et aux programmes applicables aux enfants et aux jeunes.
- Développe des stratégies et des mécanismes globaux assurant que les enfants et les jeunes handicapés puissent participer aux consultations, aux processus de prise de décision et au développement de politiques qui affectent leurs vies.
- S'attaque à la surreprésentation des enfants autochtones pris en charge en-dehors du milieu familial et faisant l'objet d'ordonnances de soins et de protection.
- Attribue des ressources adéquates à des interventions et à un soutien locaux et communautaires appropriés sur le plan culturel pour les enfants autochtones handicapés.

Sensibilisation (art.8)

8(a)(b) Il n'existe aucune stratégie nationale visant à mobiliser l'attention sur les droits des personnes handicapées. Bien que le gouvernement australien promeuve la sensibilisation au handicap dans le cadre de la Journée internationale des personnes handicapées, les activités ne reflètent pas toujours une approche fondée sur les droits de la personne envers le handicap, et les prix National Disability Awards⁷⁴ ont été abandonnés en 2018 sans aucune consultation.⁷⁵

Plusieurs initiatives de sensibilisation nationales⁷⁶ ont cessé d'être financées depuis la dernière période de rapport.

Le *Deuxième plan d'application NDS (2015–2018)*⁷⁷ a privilégié les « activités de communication » comme domaine nécessitant un « effort national accru ».⁷⁸ À ce jour, aucune mesure n'a été prise pour répondre à cette priorité, et une évaluation du NDS en 2018 a déterminé que la sensibilisation du public pouvait être améliorée en clarifiant les responsabilités des agences en matière de promotion de la sensibilisation et d'engagement à soutenir des campagnes de sensibilisation du public.⁷⁹

8(c) Il n'existe aucun mécanisme formel, ni aucune attribution de ressources adéquate pour l'engagement des personnes handicapées par le biais de leurs organisations représentatives dans la conception, l'application, le suivi et l'évaluation des campagnes et des stratégies de sensibilisation.

Recommandations

Que l'Australie :

- Développe une stratégie intergouvernementale nationale promouvant des images positives et les droits humains des personnes handicapées en ligne avec la CDPH.

Accessibilité (art.9)

9. Trois évaluations des *Normes d'accessibilité des transports publics pour les handicapés (2002)*,⁸⁰ ont été effectuées, chaque évaluation recommandant la mise en place d'un cadre national de rapport de conformité. Le gouvernement australien n'a pas agi en conformité à cette recommandation.⁸¹ L'accessibilité des transports demeure un problème majeur pour les personnes handicapées.⁸²

Il existe un manque de structure de gouvernance cohérente pour faire progresser la réforme des *Normes (Accès à des locaux - Bâtiments) pour les personnes handicapées 2010*. Il n'existe aucun cadre cohérent au niveau des États et des Territoires pour collecter des données sur l'application des Normes relatives aux locaux, et la compréhension et la perception des Normes sont inadéquates.⁸³ Une partie importante de l'environnement bâti existant demeure inaccessible.⁸⁴

Les *Normes nationales en matière de services aux personnes handicapées (2013)*⁸⁵ ne sont pas couvertes par la loi sur la discrimination des personnes handicapées (DDA). Le suivi et la conformité sont externalisés auprès d'un organisme de certification indépendant.⁸⁶ Il n'y a aucun rapport public sur la conformité des services aux Normes.

10. La DDA et le *NDS* demeurent le principal cadre législatif et politique visant à améliorer l'égalité de l'accès pour les personnes handicapées. Et pourtant, le transport, l'environnement bâti, les logements, les informations et les modes de communications demeurent inaccessibles.⁸⁷ L'amélioration de l'égalité d'accès pour les personnes handicapées a eu un effet minime.⁸⁸
11. Il n'existe aucune exigence nationale obligatoire en matière d'accès pour les logements. Les *Critères de conception des logements habitables*⁸⁹ contiennent des cibles ambitieuses, celles que tous les nouveaux logements soient conformes à une norme de conception de logements habitables convenue d'ici 2020.⁹⁰ On estime que seulement 5 % des nouvelles constructions de logements seront conformes aux normes d'ici 2020.⁹¹ Une intervention réglementaire par le biais du *Code national de la construction*⁹² est requise pour changer la donne.⁹³

Recommandations

Que l'Australie :

- Établisse et promulgue un cadre national de rapport de conformité obligatoire relativement aux *Normes d'accessibilité des transports publics pour les personnes handicapées* ; aux *Normes (Accès aux locaux - Bâtiments) pour les personnes handicapées* ; et aux *Normes nationales en matière de services aux personnes handicapées*.
- Amende le *Code national de construction* pour imposer des caractéristiques d'accès minimum pour tous les logements nouveaux et considérablement modifiés.
- Adopte des mesures répondant à l'ensemble des obligations en matière d'accessibilité en vertu de l'Article 9 de la CDPH.

Droit à la vie (art.10)

L'espérance de vie des personnes handicapées est inférieure de jusqu'à 20 ans à celle des personnes non handicapées.⁹⁴

Une espérance de vie moindre exerce un plus grand impact sur les autochtones handicapés. Le taux de handicap des autochtones, y compris les enfants⁹⁵ est le double de celui de la population générale.⁹⁶ L'écart dans l'espérance de vie entre les Australiens autochtones et non autochtones est d'environ 10,6 ans pour les hommes et de 9,5 ans pour les femmes.⁹⁷ Les enfants autochtones sont deux fois plus susceptibles que les enfants non autochtones de décéder avant l'âge de cinq ans.⁹⁸

En 2017, le suicide était la cause primaire de décès chez les enfants autochtones âgés de 5 à 17 ans.⁹⁹ Le taux des enfants autochtones âgés de 10 à 14 ans qui meurent par suicide est 8,4 fois supérieur à celui des enfants non autochtones.¹⁰⁰

Le suicide demeure la cause primaire de décès chez les personnes âgées de 15 à 44 ans,¹⁰¹ ce qui équivaut à plus de huit décès par suicide chaque jour.¹⁰² Le taux de suicide parmi les personnes autochtones est plus du double du taux national.¹⁰³ Un nombre alarmant de personnes handicapées exprime des idées suicidaires, principalement en raison d'un manque de soutien, de la pauvreté et de l'isolement.¹⁰⁴

Comparé à la population générale, l'espérance de vie moyenne des personnes handicapées mentales est réduite de jusqu'à 26 ans,¹⁰⁵ et elles sont deux fois plus susceptibles de souffrir d'une mort potentiellement évitable.¹⁰⁶

Le taux de décès prématurés et évitables des personnes handicapées en milieu de soins est alarmant. Plus de la moitié de tous les décès en milieu de soins sont considérés comme inattendus et évitables.¹⁰⁷

Recommandations

Que l'Australie :

- En consultation avec les personnes autochtones, développe des mesures visant à répondre au taux élevé de suicide, avec des mesures ciblées pour les enfants autochtones.
- Veille à ce que le *Plan national de santé mentale et de prévention du suicide* inclue des mesures ciblées pour les personnes handicapées.
- Veille à ce que la formation des professionnels de la santé inclue une éducation sur les droits humains des personnes handicapées en termes de droit à la vie et accès à des soins et à un traitement adéquats pour maintenir la vie.

Situations de risque et d'urgence humanitaire (art.11)

12. Il n'existe sur le plan national aucune norme cohérente de gestion des urgences assurant un accès à des prises en charge spécifiques au handicap et attentives au handicap dans des situations d'urgence.¹⁰⁸

Le Département des Affaires intérieures est chargé du *reporting* de l'Australie au titre du Cadre de Sendai¹⁰⁹ et dirige son application¹¹⁰ au niveau national mais il n'existe aucun mécanisme d'engagement avec les personnes handicapées.

Les effets du changement climatique exacerbent les inégalités sociales et économiques qui contribuent déjà à des iniquités profondes pour les personnes handicapées, en particulier pour les autochtones handicapés dans les régions éloignées.¹¹¹

Recommandations

Que l'Australie :

- Établisse un mécanisme d'engagement avec les personnes handicapées dans l'application et le suivi du Cadre de Sendai.

Reconnaissance égale devant la loi (art.12)

- 13(a) Le rapport « *Égalité, capacité et handicap dans les lois du Commonwealth* »¹¹² a été présenté au Parlement en 2014. Une des principales recommandations était que la réforme des lois et des cadres¹¹³ juridiques des États, des Territoires et du Commonwealth concernant la prise de décision individuelle soit guidée par *les Principes et directives de prise de décision nationale* pour l'application de mécanismes de prise de décision basés sur la volonté et les préférences de la personne handicapée. 5 ans plus tard, le gouvernement n'a pas encore répondu au rapport.
- 13(b) Il n'existe aucune formation approfondie au niveau national, des États et des Territoires pour tous les acteurs concernés sur la reconnaissance de la capacité juridique des personnes handicapées. Un certain nombre de lois, de politiques et pratiques australiennes, y compris les lois sur la tutelle, la gestion des biens et la santé mentale dénie la reconnaissance des personnes handicapées en tant que personnes égales devant la loi, et le droit à la présomption de capacité juridique. L'Australie continue de s'en remettre à sa Déclaration interprétative pour prétendre que ce cadre législatif et politique est conforme à l'article 12, bien qu'il viole, soit contraire, et/ou manque à ses obligations en vertu de la CDPH telles qu'exposées dans le Commentaire général 1.

Recommandations

Que l'Australie :

- Modifie, abroge et annule toute loi ou politique, et contrecarre toute pratique ou coutume dont l'objectif ou l'effet est de nier ou de diminuer la reconnaissance d'une personne handicapée en tant que personnalité juridique.
- Applique les recommandations du rapport « *Égalité, capacité et handicap dans les lois du Commonwealth* » de 2014.

Accès à la justice (art.13)

14. Il n'existe aucune données ventilées cohérentes sur le plan national sur le nombre de personnes handicapées dans le système de justice pénale, mais les données disponibles indiquent une surreprésentation significative, en particulier celle des personnes handicapées sur le plan cognitif et psychosocial.¹¹⁴
- Les jeunes autochtones, en particulier ceux qui sont handicapés, sont surreprésentés dans le système de justice pour les jeunes, y compris dans la surveillance en détention (24 fois supérieur au taux pour les jeunes non autochtones), et dans la surveillance communautaire (17 fois supérieur au taux pour les jeunes non autochtones).¹¹⁵
- Les autochtones handicapés sont 14 fois plus susceptibles d'être emprisonnés par rapport au reste de la population.¹¹⁶ 50 % de la population carcérale présente des antécédents de handicap psychosocial,¹¹⁷ près d'un tiers présentent un handicap,¹¹⁸ et 25 %–30 % des prisonniers souffrent de déficience intellectuelle.¹¹⁹ La population carcérale des femmes autochtones est celle qui augmente le plus rapidement. Une proportion notable souffre également de déficit cognitif et d'un handicap psychosocial non diagnostiqué.¹²⁰ Des personnes handicapées sont emprisonnées car les options ou les voies alternatives à examiner par les tribunaux sont limitées.¹²¹
- 15(a)(b) Les personnes handicapées exposées au système de justice se heurtent à des obstacles de taille et sont nombreuses à trouver l'accès à la justice difficile, hostile et inefficace. Par conséquent, ils se trouvent souvent sans recours légal. Les personnes handicapées signalent que le système juridique et légal n'est pas adéquatement équipé pour les soutenir, et pensent qu'elles n'ont pas les mêmes opportunités de s'engager auprès du système de justice que les personnes non handicapées.¹²²
- En raison d'attitudes discriminatoires, d'un manque de services et de programmes de soutien et d'une prestation minimale de modifications légales ou procédurales, les personnes handicapées sont souvent considérées comme non crédibles, incapables de témoigner, incapables de prendre des décisions juridiques ou de participer aux procédures judiciaires.
- 15(c) Il n'existe aucune mesure cohérente sur le plan national visant à harmoniser la réglementation concernant la composition des jurys avec la CDPH. Les lois australiennes sont contradictoires, les personnes sourdes étant en particulier incapables de siéger à un jury en vertu de certaines lois étatiques et territoriales.¹²³
- 15(d) En raison de leur incapacité à accéder à une justice efficace, de nombreuses personnes handicapées se trouvent sans protection et à risque de violence continue, ou plus susceptibles d'être emprisonnées et destinées à être en contact répété avec le système de justice pénal.¹²⁴
- 15(e) Le rapport de *l'Enquête nationale sur le taux d'incarcération des personnes autochtones*¹²⁵ de 2017 a recommandé, que les gouvernements des États, des Territoires et du Commonwealth soutiennent la mise en place d'un organisme indépendant de réinvestissement dans la justice ; l'établissement de tribunaux spécialisés chargés de déterminer la peine des personnes indigènes ; et l'établissement d'une enquête nationale sur les lois et processus de protection de l'enfant qui affectent les enfants autochtones. Le gouvernement australien n'a pas encore répondu à ce rapport.

Recommandations

Que l'Australie :

- En consultation avec des personnes handicapées par le biais de leurs organisations représentatives, coordonne le développement de Stratégies de justice en matière de handicap cohérentes sur le plan national à travers les gouvernements garantissant que les personnes handicapées soient soutenues pour accéder aux mêmes protections légales et recours que le reste de la communauté.
- Mette en œuvre des programmes et des mécanismes diversionnaires culturellement adaptés et sexospécifiques et des options de détermination de la peine au niveau communautaire, intégrés à des dispositifs de soutien aux personnes handicapées flexibles et à des programmes de soutien social dans le but d'éviter que les adultes handicapés ne rencontrent ou n'entrent dans le système de justice pénal.

- Veille à ce que des modules sur le travail avec les personnes handicapées soient incorporés à des programmes de formation obligatoires pour la police, les agents pénitentiaires, les avocats, les officiers de justice et le personnel des tribunaux.
- S'attaque à la surreprésentation des jeunes autochtones dans le système de justice pour les jeunes.
- Applique les recommandations de l'*Enquête nationale sur le taux d'incarcération des personnes autochtones*.

Liberté et sécurité de la personne (art.14)

16. Des problèmes significatifs demeurent au niveau des cadres législatifs, de politique et de pratique, ayant pour conséquence la détention arbitraire et le traitement forcé de personnes handicapées, ce que subissent disproportionnellement les autochtones handicapés, les personnes handicapées mentales et les personnes souffrant d'un handicap psychosocial.¹²⁶
- 16(a) Au moins 100 personnes sont détenues sans être condamnées en Australie, dans des prisons, des unités psychiatriques et des services de détention médico-légale en vertu de la législation sur la déficience mentale.¹²⁷ Ces personnes sont en majorité autochtones, souffrent de déficience cognitive et/ou psychosociale, de difficultés de communication culturelles et/ou de perte auditive.¹²⁸ Lors de l'Examen périodique universel (EPU) 2016¹²⁹ l'Australie a pris l'engagement volontaire¹³⁰ d'améliorer la façon dont le système de justice pénal traite les personnes souffrant d'un handicap cognitif qui sont dans l'incapacité de se défendre ou déclarés non coupables pour cause de déficience mentale. En 2016, les gouvernements australiens¹³¹ ont présenté *le Projet de Déclaration de principes nationale relative aux personnes dans l'incapacité de se défendre ou déclarées non coupables pour cause de déficience cognitive ou mentale*. Et pourtant, trois ans plus tard, ces principes n'ont pas encore été examinés, approuvés ou appliqués.
- 16(b)(c) Les Déclarations interprétatives de l'Australie aux Articles 12 et 17 de la CDPH permettent la continuation des lois de tutelle et de santé mentale qui privent les personnes de liberté pour cause de handicap et les soumettent à des interventions médicales forcées, tant dans les institutions que dans la communauté. Bien que ces lois aient fait l'objet d'examen et de modifications, aucune mesure n'a été prise pour mettre fin à l'internement involontaire sur la base d'un handicap ou aux interventions médicales forcées. Par conséquent, de nombreuses personnes souffrant de handicap intellectuel, cognitif et psychosocial subissent des violations graves de leurs droits humains.¹³²
17. Le Sénat australien a présenté son *Rapport d'enquête sur la détention indéfinie de personnes souffrant de déficience cognitive et psychiatrique* en Australie en 2016.¹³³ Le gouvernement australien n'a pas encore répondu à ce rapport.

Recommandations

Que l'Australie :

- Mette fin de toute urgence à l'utilisation injustifiée de prisons pour la prise en charge de personnes handicapées non condamnées.
- Se consulte avec les personnes handicapées au sujet du *Projet de Déclaration de principes nationale relative aux personnes dans l'incapacité de se défendre ou déclarées non coupables pour cause de déficience cognitive ou mentale* et au sujet d'autres mesures ciblant la détention indéfinie de personnes handicapées non condamnées.
- Applique les recommandations du *Rapport d'enquête 2016 du Sénat sur la détention indéfinie de personnes souffrant de déficience cognitive et psychiatrique* en Australie.
- Modifie, abroge et annule toute loi ou politique, et contrecarre toute pratique ou coutume validant la privation de liberté pour cause de handicap et les interventions médicales forcées sur les personnes handicapées.
- Veille à ce que les cadres législatifs, administratifs et politiques qui privent les personnes handicapées de leur liberté et nuisent à leur sécurité soient en pleine conformité avec la CDPH.

Protection contre la torture et contre une peine ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant (art.15)

18(a) L'Australie n'a pas retiré ni abrogé la législation, les politiques et les pratiques qui permettent une modification du comportement ou des pratiques restrictives contre les personnes handicapées, y compris les enfants.

Un grand nombre de personnes handicapées, parmi lesquelles des enfants, reçoivent des médicaments psychotropiques et subissent des contraintes physiques ou un isolement sous prétexte de politiques et de pratiques de « gestion du comportement », y compris dans des écoles, des structures pour handicapés et malades mentaux, des hôpitaux, et des milieux de soins pour personnes âgées.¹³⁴

Il n'existe aucun cadre de protection réglementaire visant à protéger les enfants handicapés contre une modification du comportement et des pratiques restrictives à l'école.

Des enfants handicapés sont détenus et restreints dans des centres de détention pour adultes et subissent de graves violations de leurs droits humains.¹³⁵

L'utilisation de traitements forcés et de pratiques restrictives sur des personnes souffrant d'un handicap psychosocial a fortement augmenté ces dernières années. Les données disponibles sur la « thérapie » électroconvulsive (ECT) réalisée sur des patients non volontaires indiquent que les femmes sont trois fois plus susceptibles que les hommes de subir cette pratique, dans toutes les cohortes d'âge.¹³⁶

Le *Cadre national pour la réduction et l'élimination de l'utilisation de pratiques restrictives (2014)*¹³⁷ et les *Règles (Pratique restrictive et soutien du comportement) 2018* du NDIS¹³⁸ ont d'importantes limitations et permettent aux États et aux Territoires d'autoriser l'utilisation de pratiques restrictives. Le Cadre et les Règles NDIS précisent davantage quand et comment utiliser des pratiques restrictives au lieu d'interdire leur utilisation.¹³⁹

18(b) En 2017 l'Australie a ratifié le *Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT)* et a entamé la mise en place du Mécanisme préventif national (MPN) de l'Australie. L'onbudsman du Commonwealth a été désigné Coordinateur MPN, responsable de l'inspection des lieux de détention du Commonwealth.¹⁴⁰ L'application a pour objectif de cibler les lieux de détention « primaires »,¹⁴¹ y compris certaines structures pour personnes handicapées et structures psychiatriques fermées. Il existe toutefois un manque d'engagement avec les personnes handicapées en ce qui concerne le développement et l'application de MPN inclusifs du handicap.¹⁴²

L'Australie n'a pas appliqué les Observations finales pertinentes pour les personnes handicapées émanant de l'examen des quatrième et cinquième rapports périodiques combinés de l'Australie par le Comité contre la torture de 2014.¹⁴³

Recommandations

Que l'Australie :

- Mette fin d'urgence à la pratique de détention et de restriction d'enfants handicapés dans des centres de détention pour adultes.
- Établisse un cadre législatif et administratif cohérent sur le plan national pour la protection des personnes handicapées contre une modification du comportement et l'élimination de pratiques restrictives dans une large gamme de cadres.
- Établisse et attribue des ressources à un mécanisme d'engagement pour la participation active des personnes handicapées dans la conception, le développement, l'application et le suivi de MPN inclusifs du handicap.
- Applique les Observations finales pertinentes pour les personnes handicapées émanant de l'examen des quatrième et cinquième rapports périodiques combinés de l'Australie par le Comité contre la torture de 2014.

Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance (art.16)

19(a) La *Commission royale sur la violence, la maltraitance, l'exploitation et la négligence des personnes handicapées*¹⁴⁴ a été annoncée en avril 2019. Les personnes handicapées accueillent favorablement l'inclusion de toutes les formes de violence et de maltraitance contre les personnes handicapées, dans tous les cadres, dans les Termes de référence. Toutefois, le fait que certains commissaires désignés ont occupé des postes de haut niveau au sein des systèmes de services qui seront examinés, entraînant des conflits d'intérêt ingérables, suscite des inquiétudes parmi les personnes handicapées. Le fait que les Termes de référence ne prévoient pas de dispositif de recours est également décevant.¹⁴⁵

Il n'existe aucun mécanisme national couvrant l'incidence, la prévalence, l'étendue, la nature, les causes et l'impact de la violence, de la maltraitance, de l'exploitation et de la négligence contre les personnes handicapées.¹⁴⁶ Il n'existe aucun processus national pour rendre compte des données disponibles sur les expériences des personnes handicapées, saisir les problèmes de qualité des données, ou identifier et remplir les lacunes dans les données.¹⁴⁷

Plus d'un tiers des personnes handicapées indiquent avoir subi des violences ou des abus, et près de 50 % des personnes handicapées indiquent qu'elles ne se sentent pas en sécurité là où elles vivent.¹⁴⁸

19(b) Il n'existe aucun mécanisme de contrôle, de plainte et de recours accessible au niveau national pour les personnes handicapées qui ont été victimes de violence, maltraitance, exploitation et négligence.

La *Commission sur la qualité et la protection des droits du NDIS*¹⁴⁹ a été établie en juillet 2018, mais sa responsabilité se limite à surveiller la protection des droits pour les participants au NDIS, ce qui équivaut à moins de 10 % de la population de personnes handicapées en Australie. En février 2019, la Commission a été avisée de 1459 incidents déclarables,¹⁵⁰ que 18 fournisseurs faisaient l'objet d'une enquête et étaient sujets à une application de la conformité, et que plus de 600 plaintes avaient été traitées par la Commission.¹⁵¹

19(c) Les services de consultation traumatologique spécialisés financés par le gouvernement australien ne fournissent qu'une consultation téléphonique et sont inaccessibles pour une grande partie des personnes handicapées, y compris celles qui sont victimes de violence ou de maltraitance dans des cadres institutionnels.

Recommandations

Que l'Australie :

- Conformément aux « Principes fondamentaux et Directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations graves du droit international relatif aux droits de l'homme [A/RES/60/147], assure une disposition prévoyant un recours dans la *Commission royale sur l'exploitation, la violence et la maltraitance des personnes handicapées*.
- Examine les conflits d'intérêt des commissaires nommés au sein de la Commission royale et retire les commissaires qui ont travaillé dans des systèmes de services qui feront l'objet d'enquêtes.
- Établisse un mécanisme de contrôle, de plainte et de recours accessible au niveau national pour toutes les personnes handicapées qui ont été victimes de violence, maltraitance, exploitation et négligence dans tous les cadres.

Intégrité de la personne (art.17)

20(a) La stérilisation forcée des personnes handicapées, en particulier des femmes et des filles handicapées, est une pratique continue qui demeure légale et sanctionnée par les gouvernements australiens.¹⁵² Depuis 2005, les organes conventionnels de l'ONU, le Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales de l'ONU et les instances médicales internationales ont recommandé que l'Australie promulgue une législation nationale interdisant la stérilisation forcée.¹⁵³ Les organes de surveillance des traités ont exprimé leur inquiétude du fait que le gouvernement australien continue de considérer la stérilisation forcée des femmes et des filles handicapées comme une question que les gouvernements d'État sont seuls à régler. Ils ont précisé que la décentralisation du pouvoir gouvernemental par dévolution ou délégation ne neutralise pas l'obligation d'un État partie de promulguer une législation nationale applicable à l'ensemble de sa juridiction.¹⁵⁴

La réponse de l'Australie¹⁵⁵ à ces recommandations reste axée sur la réglementation et sur les directives non exécutoires et non pas sur l'interdiction.¹⁵⁶ La Déclaration interprétative à l'article 12 de la CDPH signifie qu'il est légal de stériliser de force des enfants et des adultes handicapés à condition qu'ils « manquent de capacité » et que la procédure soit dans leur « intérêt supérieur ».

La contraception forcée¹⁵⁷ de femmes handicapées utilisant des médicaments de suppression menstruelle est une pratique répandue aujourd'hui en Australie et est rarement, voire jamais, soumise à un contrôle ou à un examen indépendant.¹⁵⁸

Le traitement anti-androgénique forcé pour contrôler le désir et le fonctionnement sexuel des hommes et des garçons handicapés n'est pas réglementé et est fréquemment pratiqué par le corps médical.

20(b) Des interventions chirurgicales et médicales sont réalisées sur des nourrissons et des enfants présentant des variations intersexuelles sans leur consentement éclairé ou sans que leur nécessité soit démontrée. Ces procédures sont invasives et souvent irréversibles,¹⁵⁹ et identifiées dans le Commentaire général 3 comme étant « une punition ou un traitement cruel, inhumain ou humiliant ».¹⁶⁰

Un rapport d'un comité du Sénat en 2013¹⁶¹ contenait un certain nombre de recommandations, y compris le report d'un traitement médical irréversible sur des enfants intersexués jusqu'à ce qu'ils puissent donner leur consentement personnel, mais ces recommandations n'ont pas été appliquées. L'Australie n'a pas donné suite aux recommandations 2018 d'un comité CEDAW demandant que l'Australie :

« Adopte des dispositions législatives clairement établies interdisant explicitement la réalisation de procédures chirurgicales ou médicales inutiles sur des enfants intersexuels avant qu'ils n'atteignent l'âge légal de consentement, mette en œuvre les recommandations 2013 du Sénat émanant de son enquête sur la stérilisation involontaire ou forcée de personnes intersexuées, fournisse des conseils et un soutien adéquats aux familles d'enfants intersexués et prévoie un recours pour les personnes intersexuées ayant subi de telles procédures médicales ».¹⁶²

Recommandations

Que l'Australie :

- Développe et promulgue une législation nationale uniforme et juridiquement contraignante interdisant la stérilisation des enfants et la stérilisation des adultes sans leur consentement libre et pleinement éclairé.
- Abolisse la pratique d'administration non consensuelle de médicaments de suppression menstruelle et de traitements anti-androgéniques.
- Développe et promulgue une législation nationale uniforme et juridiquement contraignante interdisant les interventions médicales inutiles, y compris les interventions chirurgicales et hormonales sur des enfants et des adultes intersexués sans leur consentement libre et pleinement éclairé.

Droit de circuler librement et nationalité (art.18)

21. La Déclaration interprétative à l'Article 18 préserve l'approche législative et administrative actuelle de l'Australie envers le traitement des demandes de visa. La loi sur la discrimination des personnes handicapées prévoit une exemption pour certaines dispositions au sein de la loi *Migration Act de 1958*, ce qui signifie que les dispositifs de migration de l'Australie et son traitement du handicap sont incapables de répondre aux obligations de protection égale en vertu de l'Article 5 de la CDPH.
- Presque tous les demandeurs de visa doivent répondre à des exigences en matière de santé pour obtenir un visa, ce qui s'est avéré indirectement discriminatoire envers les personnes handicapées.¹⁶³ La loi et les processus de migration traitent les personnes handicapées uniquement comme une charge financière.¹⁶⁴ Les enfants ou les proches handicapés sont considérés comme un risque sanitaire interdisant à l'enfant ou à la famille d'immigrer ou de rester en Australie.¹⁶⁵
- Les demandeurs d'asile et/ou les personnes handicapées qui vivent en Australie avec des visas non permanents sont inadmissibles pour accéder au NDIS car ils ne répondent pas aux critères de résidence. La période de résidence qualifiante pour la pension de soutien aux personnes handicapées et la pension pour personnes âgées est de 10 ans,¹⁶⁶ ce qui expose les migrants handicapés à un risque accru d'une gamme de violations des droits humains.
- Les lois, politiques et pratiques relatives aux demandeurs d'asile de l'Australie ont entraîné des violations institutionnalisées, sévères et systématiques de l'interdiction de la torture et de la maltraitance ; elles se sont avérées créer par la suite des souffrances et des douleurs physiques et mentales sévères et continuent de causer des handicaps et des déficiences tout au long de la vie.¹⁶⁷
- Plus d'un tiers des personnes en détention ont reçu un diagnostic de handicap psychosocial.¹⁶⁸ Les demandeuses d'asile/refugiées sont victimes de viol et d'atteintes sexuelles¹⁶⁹ et pourtant il n'existe aucun mécanisme d'enquête indépendant, et même lorsque des incidents sont signalés, il est rare que des enquêtes ou des sanctions appropriées s'ensuivent.¹⁷⁰

Recommandations

Que l'Australie :

- Lève l'exemption dans la loi sur la discrimination des personnes handicapées telle qu'elle s'applique à la loi *Migration Act* pour faire en sorte que les dispositifs d'immigration de l'Australie et le traitement des handicaps répondent aux obligations de protection égale en vertu de l'Article 5 de la CDPH.
- Optimise la cohérence, la transparence et l'impartialité administrative pour les migrants et réfugiés handicapés qui font une demande de visa australien.
- Supprime la période qualifiante de 10 ans pour l'accès à la pension de soutien aux personnes handicapées et à la pension pour personnes âgées pour les migrants.
- Mette fin d'urgence à la détention obligatoire et indéfinie des demandeurs d'asile.

Autonomie de vie et inclusion dans la société (art.19)

- 22(a) Il n'existe aucun cadre national ciblant la fermeture des institutions résidentielles en Australie. Plus de 5,2 % des personnes handicapées vivent dans des résidences de soins telles que des domiciles collectifs,¹⁷¹ et 2,8 % vivent dans des logements accompagnés.¹⁷² Ces données ne sont pas ventilées. Les personnes handicapées en institutions de soins meurent au moins 25 ans plus tôt que la population générale.¹⁷³
- 22(b) De nombreuses personnes handicapées, y compris des participants au NDIS, sont forcées de vivre dans des institutions et dans des centres résidentiels, de soins collectifs et de soins aux personnes âgées¹⁷⁴ pour recevoir des soins sociaux et personnels.¹⁷⁵ Plus d'1 jeune personne sur 20 en résidence pour personnes âgées qui ont fait une demande de financement NDIS ont été considérées inadmissibles.¹⁷⁶ De nombreuses personnes handicapées n'ont pas accès à la prise en charge dont elles ont besoin et ne peuvent pas assumer le coût de la prise en charge dont elles ont besoin.¹⁷⁷

L'accès à un logement approprié, disponible, accessible et à prix modéré est un problème majeur pour les personnes handicapées et devient plus évident avec le déploiement du NDIS.¹⁷⁸ On estime que les besoins en matière de logement des 35 000 à 55 000 participants au NDIS ne seront pas satisfaits dans les dix premières années du programme.¹⁷⁹ Plus de 200 000 personnes sont sur les listes d'attente pour un logement public et social dans le pays.¹⁸⁰

Les résultats de participation sociale des personnes handicapées ont empiré depuis la dernière période de rapport.¹⁸¹ De nombreuses personnes handicapées expriment des sentiments d'isolement social significatif.¹⁸² Près de 16 % des personnes handicapées sont incapables de sortir de chez elles aussi souvent qu'elles ne le souhaiteraient,¹⁸³ en raison d'attitudes discriminatoires et de présomptions négatives.¹⁸⁴

Recommandations

Que l'Australie :

- Développe un plan national de fermeture des environnements institutionnels résidentiels et développe des options véritables en matière de logement communautaire et de soutien pour les personnes handicapées.
- Augmente significativement la gamme, l'abordabilité et l'accessibilité des logements publics et sociaux de façon à ce que les personnes handicapées puissent maximiser leur niveau d'indépendance et de liberté.
- Permette aux personnes handicapées de contrôler les ressources dont elles ont besoin pour vivre avec dignité dans la communauté, et garantissant que les personnes handicapées puissent choisir où et avec qui elles vivent.

Mobilité personnelle (art.20)

L'application du NDIS apporte des améliorations permettant à certains participants du NDIS d'obtenir des aides à la mobilité et à l'accessibilité, mais ce processus manque d'uniformité.

Bien que les autochtones handicapés qui vivent dans des régions éloignées et accèdent au NDIS puissent obtenir des aides et des équipements, le programme ne reconnaît pas les obstacles structurels au sens large pouvant interdire l'utilisation de ces équipements, tels que des logements inaccessibles, un manque de trottoirs, un manque de services et l'isolement.

Plus de 50 % des personnes handicapées indiquent avoir des difficultés à se déplacer en Australie et à l'étranger à cause de leur handicap.¹⁸⁵ La période de temps qu'une personne peut passer à l'étranger et conserver sa pension de soutien aux personnes handicapées (DSP) est limitée. Seulement un tiers des personnes handicapées peuvent accéder aux espaces publics et privés comme ils le souhaitent.¹⁸⁶

Recommandations

Que l'Australie :

- En partenariat avec des autochtones handicapés, leurs organisations représentatives et leurs communautés, développe des solutions pertinentes au niveau local pour éliminer les obstacles structurels sous-jacents qui peuvent exclure l'utilisation d'aides et d'équipements dans les régions isolées.
- Amende les restrictions de voyage à l'étranger pour les personnes handicapées recevant la DSP.

Liberté d'expression et d'opinion, et accès aux informations (art.21)

- 23(a) L'Australie ne reconnaît pas la langue des signes australienne (Auslan) comme langue nationale.
- 23(b) Il n'existe aucune norme d'information et de communication exigeant que les informations soient pleinement accessibles.¹⁸⁷ Il n'existe aucune norme minimum obligatoire exigeant que le gouvernement et les organisations du secteur public assurent l'accessibilité et l'utilisabilité de l'internet ;¹⁸⁸ et que des informations et des services accessibles soient fournis au public.
- 23(c) De nombreuses personnes handicapées sont incapables de jouir de la liberté d'expression et d'opinion à cause d'un manque de moyens de communication et d'un accès inéquitable aux informations. 67 % des personnes handicapées estiment que les informations du gouvernement sont inaccessibles et/ou difficiles à comprendre.¹⁸⁹

Recommandations

Que l'Australie :

- Agisse pour faire en sorte qu'Auslan soit reconnue en tant que langue nationale, et que le droit des personnes sourdes d'utiliser Auslan soit légalement reconnu.
- Développe des normes d'information et de communication exigeant que les informations soient pleinement accessibles et que les moyens de communication soient toujours disponibles.
- Développe une *loi Rédaction simple* nécessitant que les agences gouvernementales adopte une communication claire compréhensible par le public.

Respect du domicile et de la famille (art.23)

Un parent handicapé en Australie est jusqu'à dix fois plus susceptible de perdre la garde de ses enfants que d'autres parents,¹⁹⁰ souvent sur la base d'un handicap parental au lieu d'une preuve de négligence ou de maltraitance.¹⁹¹ En 2013, l'ACHRA (Australien Council of Human Rights Agencies) a recommandé que le gouvernement australien prenne des mesures urgentes ciblant la discrimination contre les parents handicapés, mais cette recommandation n'a pas été appliquée.¹⁹²

Plus de 15 % des personnes handicapées signalent des difficultés à accéder aux services pour les aider à être parents.¹⁹³

Les personnes handicapées subissent de graves violations de leurs droits sexuels et reproductifs en Australie.¹⁹⁴ Les femmes handicapées et les personnes LGBTIQ+ handicapées font l'objet d'une discrimination significative lorsqu'il s'agit d'accéder aux technologies de reproduction assistée.¹⁹⁵

Recommandations

Que l'Australie :

- Commandite une enquête nationale sur l'environnement légal, politique et de soutien social qui permet le retrait de bébés et d'enfants de leurs parents handicapés.
- Agisse pour faire en sorte que les femmes handicapées et les personnes LGBTIQ+ handicapées aient un accès équitable aux technologies de reproduction assistée.
- Établisse des mesures complètes et intensives de soutien du rôle parental et de la famille spécifiques au sexe et à la culture pour les parents handicapés, afin que les enfants restent chez eux avec leurs parents.

Éducation (art.24)

24. Il n'existe aucunes données nationales sur l'exclusion, la contrainte et l'isolement des élèves handicapés. La base factuelle indique toutefois des taux inquiétants de harcèlement, de retenue et d'isolement.¹⁹⁶ On signale de plus en plus souvent des incidents dans lesquels des enfants handicapés sont placés dans des « espaces de retrait », ce qui revient en réalité à les retenir et à les isoler dans des espaces clos, des cages et des placards.¹⁹⁷
25. Il n'existe aucun cadre législatif ou politique visant une éducation inclusive, y compris les Normes éducatives pour les personnes handicapées (2005) qui respecte pleinement l'Article 24 et le Commentaire général 4 de la CDPH.¹⁹⁸

Les personnes handicapées ont des niveaux d'instruction significativement inférieurs à ceux des personnes non handicapées. Seulement 36 % des personnes handicapées âgées de 15 à 64 ans achèvent l'enseignement secondaire comparé à 60 % des personnes non handicapées.¹⁹⁹ 28 % des personnes handicapées d'âge scolaire ne vont pas à l'école.²⁰⁰

Les élèves handicapés sont régulièrement confrontés à la discrimination,²⁰¹ un manque de moyens, des enseignants inadéquatement formés, un manque d'expertise et une culture systémique enracinée d'aspirations modestes.²⁰² Environ 3 élèves handicapés sur 4 ont des difficultés à l'école, principalement dues à leur intégration sociale, des difficultés de communication et des difficultés d'apprentissage.²⁰³

Le taux de rétention des élèves autochtones jusqu'à la classe terminale est significativement inférieur à celui des élèves non autochtones.²⁰⁴

26. L'isolement des élèves handicapés a augmenté significativement au cours des dix dernières années, avec une orientation des élèves handicapés vers des écoles spéciales²⁰⁵ et leur exclusion des écoles ordinaires. Le nombre d'élèves handicapés qui fréquentent une école spéciale a augmenté de 35 % entre 2003 et 2015. Cette augmentation est soutenue par une incitation financière selon laquelle un enfant handicapé reçoit une part de financement supérieure s'il fréquente une école spéciale au lieu d'une école ordinaire.²⁰⁶

En mai 2017, le Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels s'est déclaré préoccupé par l'augmentation de l'éducation ségrégative et a recommandé que l'Australie mette en œuvre des mesures garantissant que les enfants handicapés aient accès à une éducation inclusive.²⁰⁷

L'Australie cherche à rejeter ses obligations en matière de droits humains en demandant au comité de clarifier « que les États parties peuvent offrir un enseignement via des classes ou des écoles spécialisées conformément à l'article 24 ». ²⁰⁸

Recommandations

Que l'Australie :

- Développe un Plan d'action national pour une éducation inclusive incluant un cadre législatif et politique pleinement conforme à l'Article 24 et au Commentaire général 4 de la CDPH.
- S'attaque au taux croissant de ségrégation des élèves handicapés et redirige des ressources adéquates pour leur pleine inclusion dans les écoles ordinaires.
- En consultation avec les peuples autochtones et leurs organisations représentatives, établisse des initiatives et des programmes initiés et gérés sur le plan culturel pour accroître le taux de rétention des élèves autochtones.

Santé (art.25)

27(a)(b) Les personnes handicapées sont 10 fois plus susceptibles que les personnes non handicapées de dire qu'elles sont en mauvaise santé.²⁰⁹ 50 % des personnes handicapées n'ont pas accès aux soins, aux dispositifs de santé et aux traitements dont elles ont besoin, et plus de la moitié indiquent que les prestataires de soins de santé ne comprennent pas leurs besoins.²¹⁰ 20 % des personnes handicapées ne vont pas chez le médecin en raison du coût, et 66 % ne vont pas chez le dentiste en raison du coût.²¹¹

Chez les personnes handicapées mentales,²¹² 42 % des affections médicales ne sont pas diagnostiquées. La formation du personnel requis pour répondre à leurs besoins en soins de santé est inadéquate.²¹³

Les femmes handicapées ont des difficultés à accéder à des informations et à des services de santé, en particulier aux services de santé sexuelle et reproductive et de dépistage du cancer.²¹⁴

Les taux de morbidité et de mortalité des autochtones handicapés sont significativement supérieurs à ceux des non-autochtones.²¹⁵

Plus de 700 000 australiens présentent une maladie mentale grave au cours d'une année donnée. Et pourtant, seulement 64 000 personnes souffrant d'un handicap psychosocial sont considérées admissibles pour des plans individuels dans le NDIS.²¹⁶ Les services de santé mentale manquent significativement de ressources.

Les personnes handicapées subissent des violations de leurs droits humains entraînant une détérioration de leur santé, telles que des interventions médicales et des traitements forcés ; une privation de liberté ; des pratiques restrictives ; un déni du droit de capacité juridique ; et toutes les autres formes de violence.²¹⁷

Il n'existe aucun mécanisme national permettant la collecte de données sur la santé des personnes handicapées.²¹⁸ Les données administratives sur l'utilisation des services de santé généraux par les personnes handicapées sont inadéquates. De nombreuses collectes de données sur la santé²¹⁹ ne permettent pas de déterminer si une personne est handicapée.²²⁰

Recommandations

Que l'Australie :

- Mette en place des mesures ciblant les problèmes de santé des personnes handicapées, en mettant plus particulièrement l'accent sur les autochtones handicapés, les personnes handicapées mentales, les personnes souffrant d'un handicap psychosocial et les femmes handicapées.
- Attribue des ressources à la création d'un réseau national de spécialistes de santé en matière de déficience intellectuelle afin d'optimiser la capacité des services ordinaires à répondre aux besoins spécifiques des personnes handicapées mentales.
- Augmente les ressources des services et des programmes de santé mentale gérés par les pairs qui offrent des alternatives au confinement et au traitement forcés, et qui soutiennent les personnes souffrant d'un handicap psychosocial indépendamment de leur admissibilité au NDIS.
- Développe un mécanisme national permettant la collecte de données ventilées sur la santé des personnes handicapées.

Accès à l'adaptation et à la réadaptation (art.26)

28(a) L'application du NDIS change de manière significative la façon dont les personnes handicapées accèdent aux services. Toutefois, le manque de clarté et d'interface efficace entre le NDIS et les systèmes de service ordinaires a créé des barrières artificielles, ce qui va directement à l'encontre de la prestation de soins intégrés et holistiques aux personnes handicapées, y compris les dispositifs d'adaptation et de réadaptation.²²¹

La transition des programmes du Commonwealth, des États et des Territoires au NDIS contribue à des lacunes émergentes dans les services et à une réduction des services de traitement au niveau communautaire, en particulier pour les personnes qui ne sont pas admissibles pour le NDIS.²²²

Les interactions entre le NDIS et les services ordinaires sont guidées par les *Principes de détermination des responsabilités du NDIS et des autres systèmes de services*.²²³ Toutefois, ces principes sont sujets à interprétation et manquent de clarté. Ceci entraîne des questions de périmètres et des différends en matière de financement pouvant réduire l'accès ou un créer un manque d'accès aux services tant pour les participants au NDIS que pour les personnes handicapées non admissibles pour le NDIS.²²⁴ Bien que les Principes permettent de fournir un soutien aux personnes handicapées dans les prisons et en détention médico-légale, l'incertitude demeure quant à savoir comment ou si cette prestation sera approuvée.

L'accent placé sur un diagnostic permanent disqualifie de nombreuses personnes handicapées du NDIS.²²⁵ Les personnes handicapées soutiennent que l'accent devrait être mis sur l'évaluation de la capacité et des besoins fonctionnels pour déterminer l'admissibilité.²²⁶

L'accès au NDIS est l'occasion de réduire les taux d'incarcération des personnes souffrant de déficience cognitive et/ou psychosociale, en particulier les autochtones handicapés qui sont surreprésentés en prison. Toutefois, le NDIS n'est plus appliqué lorsqu'une personne est en prison,²²⁷ ce qui la prive d'un soutien en matière d'adaptation et de réadaptation qui faciliterait sa réintégration dans la communauté.

Le traitement forcé est autorisé en vertu des lois sur la tutelle et la santé mentale en Australie.

Recommandations

Que l'Australie :

- Veille à ce que les personnes handicapées en prison et dans d'autres formes de détention puissent utiliser leur plan NDIS pendant leur incarcération et leur détention.
- Modifie la législation NDIS pour répondre aux dispositions de permanence pour l'admissibilité au NDIS, et veille à ce que les évaluations soient basées sur la capacité et les besoins fonctionnels et non pas sur le diagnostic médical.

Droit au travail (art.27)

29. Le taux de chômage des personnes handicapées est le double de celui de la population générale.²²⁸ Le nombre de personnes handicapées qui travaillent a baissé de 3,0 % au cours des dix dernières années.²²⁹ En même temps, le nombre de personnes non handicapées ayant l'âge de travailler a augmenté de 23 %.²³⁰ Seulement 9 % des personnes handicapées indiquent qu'elles bénéficient des mêmes possibilités d'emploi que les autres personnes.²³¹ Les plaintes pour discrimination en matière d'emploi constituent une proportion significative de toutes les plaintes pour discrimination liée au handicap portées devant les agences anti-discrimination australiennes.²³²
- L'examen du Cadre national de l'emploi a été étroitement réduit pour focaliser uniquement sur le programme de Services d'emploi aux personnes handicapées (Disability Employment Services (DES)) et a manqué de réaliser la réforme complète requise. *Les Services d'emploi aux personnes handicapées* (DES)²³³ continuent de fournir des résultats inadéquats en matière d'emploi pour les personnes handicapées.²³⁴
- 29(a) L'emploi ségrégué pour les personnes handicapées via les Australian Disability Enterprises (ADE) persiste en Australie, ce qui permet aux employeurs de verser aux personnes handicapées des salaires inférieurs à ceux des autres personnes,²³⁵ et moins de 1 % d'entre elles ont la possibilité d'obtenir un emploi normal.
- Bien que le BSWAT ait été abandonné, un certain nombre d'outils d'évaluation des salaires discriminatoires similaires n'ont pas été abordés à l'heure actuelle. *La loi Business Services Wage Assessment Tool (BSWAT) Payment Scheme Act de 2015*²³⁶ fournissait un paiement unique de 100 dollars ou plus dans certains cas aux employés ADE souffrant de déficience intellectuelle.²³⁷ Toutefois, ce mécanisme a pris fin en 2018, ne s'applique pas à tous les employés ADE et ne tient pas compte des personnes handicapées rémunérées en vertu de la loi BSWAT après 2014.
- 29(b) Le *système de soutien aux salaires* (Supported Wage System (SWS))²³⁸ prévoit le paiement aux personnes handicapées d'un pourcentage au pro-rata du salaire minimum pour leur industrie en fonction de leur capacité évaluée.
- 29(c) Il n'y a eu aucune amélioration dans la participation des femmes handicapées sur le marché du travail au cours des vingt dernières années.²³⁹ Les hommes handicapés sont nettement plus susceptibles d'être employés que les femmes handicapées.²⁴⁰ Il n'existe aucune politique ni aucun programme ciblant le manque de participation des femmes handicapées à l'emploi, notamment les barrières structurelles à leur participation au marché du travail.
30. Les recommandations du rapport *Willing to Work* de 2016 n'ont pas été appliquées.²⁴¹ L'enquête a fait des recommandations en ce qui concerne les lois du Commonwealth et les mesures qui pourraient être prises pour répondre à la discrimination dans l'emploi.

Recommandations

Que l'Australie :

- Développe une stratégie nationale de l'emploi incorporant les recommandations de l'enquête *Willing to Work*, et contenant des mesures sexospécifiques ciblées visant à augmenter la participation des personnes handicapées à l'emploi, et à s'attaquer aux obstacles structurels à l'emploi.
- Mette en œuvre des mesures assurant la transition de l'emploi ségrégué à une formation professionnelle véritable et à des opportunités de développement des compétences aboutissant à un emploi régulier et à une rémunération équitable pour le travail accompli.
- Adopte des mesures garantissant que les personnes handicapées puissent accéder à des services pour l'emploi répondant à leurs besoins individualisés et axés sur des résultats à long terme.

Un niveau de vie adéquat et une protection sociale (art.28)

31. Quarante-cinq pour cent des personnes handicapées vivent dans la pauvreté en Australie.²⁴² 11,2 % des personnes handicapées subissent un préjudice profond et persistant, plus du double de la prévalence nationale.²⁴³ Ce taux est significativement supérieur pour les autochtones handicapés. 61 % des personnes handicapées n'ont pas les moyens de couvrir leurs besoins essentiels avec leur revenu actuel.²⁴⁴

Les pensions gouvernementales sont la source principale de revenu personnel pour 42 % des personnes handicapées en âge de travailler.²⁴⁵ En comparaison, les salaires et les traitements sont la source principale de revenu personnel de 68 % des personnes en âge de travailler non-handicapées. 61 % des personnes handicapées n'ont pas les moyens de couvrir leurs besoins essentiels avec leur revenu actuel.²⁴⁶

Le revenu personnel hebdomadaire brut moyen des personnes handicapées est la moitié de celui des personnes non handicapées.²⁴⁷ Les systèmes de revenu, d'aide sociale et de taxation de l'Australie ne reconnaissent pas les coûts significatifs liés au handicap occasionnés par les personnes handicapées pendant toute leur vie.²⁴⁸

La *Pension de soutien aux personnes handicapées (Disability Support Pension (DSP))*²⁴⁹ est inadéquate pour aider les personnes handicapées.²⁵⁰ L'admissibilité à la DSP a été resserrée à tel point que 25 à 30 % des personnes handicapées reçoivent désormais l'allocation de chômage nettement inférieure Newstart,²⁵¹ qui perpétue la pauvreté. Le taux de succès des réclamations de DSP a nettement baissé – de 69 % en 2011 à 29,8 % en 2018.²⁵² Bien que les gouvernements aient réduit de manière significative le nombre de personnes recevant la DSP, cela ne s'est pas traduit par une augmentation de l'emploi et de la sécurité économique pour les personnes handicapées.²⁵³

Les personnes souffrant d'un handicap psychosocial constituent le groupe de clients faisant l'objet de la plus forte croissance dans la population des Services d'itinérance spécialisés,²⁵⁴ le taux d'utilisation du service ayant doublé au cours des cinq dernières années, et la majorité sont des femmes souffrant de handicap psychosocial.²⁵⁵ La violence familiale et le handicap psychosocial sont aujourd'hui les causes les plus fréquentes d'itinérance en Australie.²⁵⁶

Au niveau national, en juin 2018, la proportion de parc locatif occupé était de 97 % pour le logement social.²⁵⁷ 29 % des personnes occupant un logement social reçoivent la pension DSP,²⁵⁸ et dépensent un tiers de leur revenu pour se loger.²⁵⁹ Près de 81 % des personnes handicapées indiquent vivre dans un logement social d'un standard inacceptable.²⁶⁰ Le niveau de vie de nombreuses personnes handicapées ne leur permet pas de louer sur le marché privé ou d'acheter leur propre logement.²⁶¹

Recommandations

Que l'Australie :

- Mette fin aux restrictions d'admissibilité continues de la DSP, augmente le taux de l'allocation Newstart et d'autres paiements de soutien du revenu afin de garantir que les personnes handicapées aient accès à un niveau de vie adéquat.
- Accorde la priorité à la réalisation du droit à un niveau de vie adéquat et à une protection sociale adéquate pour les autochtones handicapés.
- S'attaque aux causes profondes de l'itinérance pour les personnes souffrant d'un handicap psychosocial et les femmes handicapées.

Participation à la vie politique et publique (art.29)

- 32(a) Les dispositions « faible d'esprit » de la loi Electoral Act, et de la législation électorale des États, Territoires et de l'Administration locale refusent le droit de vote à certaines personnes handicapées, en particulier aux personnes souffrant de déficit cognitif et de handicap psychosocial.²⁶²
- 32(b) Le droit des personnes handicapées de voter indépendamment et en secret lors des élections fédérales, étatiques/territoriales et locales n'est pas une réalité pour de nombreuses personnes handicapées en raison du manque d'uniformité dans la prestation de vote électronique et des obstacles à l'accès pour voter.

Recommandations

Que l'Australie :

- Préserve le droit des personnes handicapées de voter aux élections à base égale avec les autres personnes en supprimant la section 93(8) de la loi Electoral Act 1918 (Cth) (disposition « faible d'esprit ») et/ou promulgue une législation alternative rétablissant la présomption de la capacité des personnes handicapées à voter et à exercer leur choix.

Statistiques et collecte de données (art.31)

- 33(a) Il n'existe aucune mesure cohérente sur le plan national pour la collecte et le rapport public de données ventilées sur l'ensemble des obligations contenues dans la CDPH.
- 33(b) Malgré les recommandations des organes de surveillance des traités des Nations-Unies, l'Australie n'a pas encore mis en œuvre et financé une évaluation complète de la situation des femmes handicapées,²⁶³ la situation des enfants et des jeunes handicapés,²⁶⁴ et la situation des autochtones handicapés.

Le manque de données ventilées cohérentes sur le plan national²⁶⁵ soulève de graves inquiétudes sur la capacité de l'Australie à se conformer à la CDPH et à surveiller et évaluer la mise en œuvre du NDS et des Objectifs de développement durable (ODD).

Recommandations

Que l'Australie :

- Entreprenne une évaluation complète de la situation des femmes handicapées, la situation des enfants et des jeunes handicapés, et la situation des autochtones handicapés.
- Développe des mesures cohérentes sur le plan national pour la collecte et le rapport public de données ventilées sur l'ensemble des obligations contenues dans la CDPH.

Coopération internationale (art.32)

34. Dans le cadre de l'Examen périodique universel (2016) l'Australie a pris un engagement volontaire²⁶⁶ envers la promotion de l'*Agenda pour le développement durable 2030*,²⁶⁷ sa stratégie *Développement pour tous : 2015-2020*,²⁶⁸ et sa *Stratégie internationale pour les autochtones 2015-2019*.²⁶⁹

Une évaluation du *Développement pour tous* en 2018 a recommandé que l'Australie continue à s'engager envers un développement inclusif du handicap comme priorité en termes de droits de l'homme et d'aide et à faire fond des progrès réalisés à ce jour. Aucune information n'est disponible sur la stratégie *Développement pour tous* post 2020.

Il n'existe aucun mécanisme d'engagement avec les personnes handicapées et les OPH dans l'application et le suivi des ODD en Australie.

Recommandations

Que l'Australie :

- Établisse un mécanisme formel d'engagement avec les personnes handicapées pour l'application et le suivi de la CDPH et des ODD.

Application et suivi au niveau national (art.33)

35. Le Département des Services sociaux (DSS) et le Département du Procureur général (AGD) agissent en qualité de « point focal conjoint » au sein du gouvernement australien pour coordonner l'application de la CDPH.²⁷⁰ Cela réduit largement l'application au service dénué de ressources et mal mesuré qu'est le NDS. Les recommandations des examens de surveillance des traités de l'ONU concernant les droits des personnes handicapées ne sont pas transformées en actions concrètes au sein des cadres législatifs et politiques, y compris le NDS.

Une page de site web de surveillance de l'EPU²⁷¹ développée par AGD fournit des rapports d'étape sur les recommandations de l'EPU. Les rapports d'étape sont basés sur les informations fournies par les agences du gouvernement australien mais n'incluent pas les informations fournies par les personnes handicapées, ni un engagement avec ces dernières.

La Commission australienne des droits de l'homme manque de ressources adéquates pour suivre pleinement l'application de la CDPH.

Il n'existe aucun mécanisme d'engagement formel avec les OPH ou les ORPH pour garantir la participation active des personnes handicapées à l'application et au suivi nationaux.

Recommandations

Que l'Australie :

- Établisse un mécanisme formel d'engagement significatif des personnes handicapées dans l'application et le suivi de la CDPH, ainsi que des autres traités sur les droits de la personne et les recommandations de l'EPU.
- Dote les OPH et les ORPH de ressources adéquates pour participer à l'application et au suivi de la CDPH.

Références et Notes

- 1 In early-mid 2019, the National Civil Society CRPD Shadow Report Working Group conducted an online survey for people with disability in Australia to provide an additional opportunity to contribute to the development of this Report. More than 1,000 people with disability responded to the Survey, and the findings of the Survey have been incorporated into this Report.
- 2 The [Disability Discrimination Act 1992](#) (Cth) (DDA) makes direct and indirect discrimination on the grounds of disability unlawful in relation to employment, education, access to premises, the provision of goods and services, accommodation, membership of clubs, associations, sports and the administration of Australian Federal laws and programs.
- 3 For example: Victoria, Australian Capital Territory (ACT) and Queensland human rights legislation do not protect economic, social and cultural rights.
- 4 There remain many significant gaps, particularly in relation to fundamental human rights, including freedom from torture and ill-treatment, recognition of legal capacity, institutionalisation, indefinite and arbitrary detention and involuntary treatment.
- 5 UN General Assembly, Human Rights Council Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants on his mission to Australia and the regional processing centres in Nauru; 24 April 2017, UN Doc No. A/HRC/35/25/Add.3. See also: Australian Government, [Australian Government response to the Senate Community Affairs References Committee Reports](#) (May 2015).
- 6 Engagement is usually ad-hoc and/or one-off consultation processes, and do not reflect the Committee on the Rights of Persons with Disabilities, General comment No. 7 (2018) on the participation of persons with disabilities, including children with disabilities, through their representative organizations, in the implementation and monitoring of the Convention. See: UN Doc No. CRPD/C/GC/7.
- 7 DPOs and DROs are only funded for a two year period, indexation is not applied to funding and there are restrictions on how this funding can be used. DPO and DRO funding contracts specify that funding cannot be used for international travel, including for CRPD related and other international human rights events.
- 8 [The National Disability Advocacy Program \(NDAP\)](#) provides people with disability with access to effective disability advocacy that promotes, protects and ensures their full and equal enjoyment of all human rights enabling community participation. See also: Australian Department of Social Services (DSS) [Fact Sheet: Disability advocacy and the NDIS](#).
- 9 [The National Disability Insurance Scheme \(NDIS\)](#) is a universal scheme that funds 'reasonable and necessary' supports for Australians with permanent and significant disability, and which is expected to be fully rolled out across Australia by 2020.
- 10 This is particularly the case for Aboriginal and Torres Strait Islander peoples in rural and remote areas.
- 11 The [Productivity Commission](#) is the Australian Government's independent research and advisory body on a range of economic, social and environmental issues affecting the welfare of Australians.
- 12 Productivity Commission (2017) [National Disability Insurance Scheme \(NDIS\) Costs](#), Study Report, Canberra.
- 13 Australian Government, [National Disability Strategy 2010-2020](#). Department of Social Services, Canberra.
- 14 The [National Disability Strategy \(NDS\)](#) sets out goals and objectives under six areas of mainstream and disability-specific public policy. The six areas are: 1) Inclusive and accessible communities; 2) Rights protection, justice and legislation; 3) Economic security; 4) Personal and community support; 5) Learning and skills; and 6) Health and well-being. The NDS is being delivered in three phases through the following four-year implementation plans: 'Laying the Groundwork' (2011-2014) set the foundation for each State and Territory Government to have its own disability plan to improve outcomes through mainstream policies, programs, services and infrastructure. 'Driving Action' (2015-2018) outlines new priority actions as well as ongoing commitments to consolidate actions that are driving improved outcomes and identify where more effort is needed. Measuring Progress (2019-2022) will identify new and emerging outcomes to be implemented in order to ensure the objectives of the NDS are met.
- 15 Commonwealth of Australia, National Disability Strategy Implementation Plan, 'Measuring Progress (2019-2020)'.
16 Commonwealth of Australia (2017) Senate Standing Committee on Community Affairs, Report: [Delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020 to build inclusive and accessible communities](#).
- 17 Women with Disabilities Australia (WWDA), (2014) ['Gender Blind, Gender Neutral': The effectiveness of the National Disability Strategy in improving the lives of women and girls with disabilities](#). WWDA, Hobart, Tasmania, ISBN: 978-0-9585268-2-1.
- 18 Disabled People's Organisations Australia (DPO Australia) (2017) [Submission to the Senate Community Affairs References Committee Inquiry into the delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020](#) (NDS).
- 19 Commonwealth of Australia (2017) Senate Standing Committee on Community Affairs, Report: [Delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020 to build inclusive and accessible communities](#).
- 20 Commonwealth of Australia (2018) [Australian Government Response](#) to the Senate Standing Committee on Community Affairs, Report: Delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020 to build inclusive and accessible communities.
- 21 A person satisfies the [Assessment criteria for the NDIS](#) if: (a) They are under the age of 65; (b) They have a disability that is due to an impairment likely to be permanent and life long; (c) Their impairment substantially reduces their ability to participate effectively in everyday life; (d) They are an Australian citizen or permanent resident; and (e) They require reasonable and necessary supports to live an ordinary life.
- 22 The legislation is not well drafted and has resulted in contradictory interpretations by the NDIA and the Administrative Appeals Tribunal. There is not yet an established body of case law from the Federal Court to provide authoritative guidance on many issues. See the NDIS Act at: <https://www.legislation.gov.au/Details/C2013A00020>
- 23 At full Scheme, approximately 460,000 people are expected to be supported by the NDIS. People identifying as Aboriginal or Torres Strait Islander make up 5.4% of participants. More than half of NDIS participants (52%) are aged 18 and under; the majority of participants are male (63%). Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW. See also: Productivity Commission (2019), [Report on Government Services 2019](#)
- 24 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (March 2019) [Progress Report](#).
- 25 Limited information is publicly available to help Scheme participants and their families, carers and advocates to navigate the planning system.
- 26 Such as their entitlement to request a face to face meeting or have an advocate present during the planning meeting.

27 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (March 2019) [Progress Report](#); Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (September 2017) [Progress Report](#).

28 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (March 2019) [Progress Report](#).

29 People from CALD backgrounds are 7.7 percent of participants, despite a stated NDIA goal of 20 per cent CALD participants. Aboriginal and Torres Strait Islander people are 5.4 percent of participants or about 9000, despite around 60,000 Aboriginal and Torres Strait Islander people in Australia having a severe or profound disability.

30 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (September 2017) [Progress Report](#).

31 The insufficient funding allocated by the Federal Government for NDIS advocacy has resulted in inequality and significant unmet need. In addition, the paucity of funded advocacy has resulted in a significant rise in fraudulent activities by providers and fee for service for reviews and appeals by the same services creating serious conflicts of interest. See also: Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (September 2017) [Progress Report](#).

32 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (March 2019) [Progress Report](#).

33 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.

34 The Federal Government also spent \$3.8 billion less on the NDIS in 2018-19 than they estimated in the previous year's budget.

35 The NDIS rollout has been plagued by issues around participant plans, unrealistic pricing, providers struggling to enter the scheme and a poorly functioning IT system. See: Michael, Luke (3rd April 2019) [Advocates ask, why are NDIS funds not being used to fix the scheme?](#) In ProbonoAustralia. See also: Michael, Luke (28th March 2019) [Advocates fight plan to use surplus NDIS funds to boost budget](#); In ProbonoAustralia. The Australian National Audit Office (ANAO) released an NDIA Performance Report in October 2017. The Australian National Audit Office (ANAO) assessed the effectiveness of controls being implemented and developed by the NDIA to ensure Scheme access decisions are consistent with legislative and other requirements. The Audit found among other things, that, while the NDIA had implemented some controls, these were inconsistently applied, data integrity and reporting issues had limited the Agency's ability to monitor training completion by decision-makers, and the access process was not well supported by ICT systems. See: Australian National Audit Office (ANAO) (October 2017), [Decision-making Controls for Sustainability - NDIS Access](#).

36 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (September 2018) [Market readiness for provision of services under the NDIS](#).

37 Disabled People's Organisations Australia, "Building a Disability Inclusive Australia", [Election Policy Platform 2016](#)

38 The National Mental Health Commission's report on Mental Health Programs and Services estimated that about 700,000 Australians experience a severe mental illness in any one year. According to the NDIA, about 64 000 people with primary psychosocial disability are expected to be eligible for individual packages in the NDIS at full scheme. See: Productivity Commission, [National Disability Insurance Scheme \(NDIS\) Costs](#), 19 October 2017. A national inquiry undertaken by the Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme in 2018 found that the lack of clarity around eligibility criteria, the apparent reliance on diagnosis rather than functional needs, the absence of a validated assessment tool for planners, and reported lack of skills and expertise of planners in the psychosocial disability field were key contributors to inconsistencies in eligibility and planning outcomes for people with psychosocial disability. See: Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (March 2019) [Progress Report](#). See also: National Mental Health Commission (2018) [Monitoring mental health and suicide prevention reform: National Report 2018](#). Published by: National Mental Health Commission, Sydney.

39 Including those not eligible for the NDIS.

40 This has resulted in some quality providers already leaving the market. Some new market entrants and existing providers are exploiting the pricing structure established by the [NDIS Price Guide](#).

41 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (September 2017) [Progress Report](#).

42 The [ILC program](#) is a key component of the NDIS and has been set up to provide information, linkages and referrals to people with disability, their families and carers, with the appropriate community and mainstream supports. Funding for ILC will gradually increase over transition (from \$33 million in 2016-17 to \$131 million in 2019-20). The focus of ILC is on community inclusion.

43 Australia's Productivity Commission has recommended that ILC funding should be increased to the full scheme amount (\$131 million) for each year during the transition and be focused on national ILC activities. See: Productivity Commission, [National Disability Insurance Scheme \(NDIS\) Costs](#), 19 October 2017.

44 The NDIS quarterly reports provide the COAG Disability Reform Council with information (including statistics) about participants in each jurisdiction and the funding or provision of supports by the NDIA in each jurisdiction. Available at: <https://www.ndis.gov.au/about-us/publications/quarterly-reports>

45 Including the numbers of reviews, review timeframes, outcomes of reviews, and participant satisfaction with the review process. See: Productivity Commission, [National Disability Insurance Scheme \(NDIS\) Costs](#), 19 October 2017.

46 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (March 2019) [Progress Report](#).

47 National CRPD Survey (2019) Findings.

48 See for example: [Concluding observations of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women \[Australia\]](#) (2010) at para. 25 "The Committee further urges the State party to give due consideration, with a view to further protecting women's human rights, to the adoption of a Human Rights Act encompassing the full range of civil, cultural, economic, political and social rights." UN Doc. No. CEDAW/C/AUS/CO/7.

49 The rights of people with disability to non-discrimination are limited in six key areas: (a) failure to address intersectional discrimination; (b) ineffective complaints process; (c) lack of protection for systemic discrimination; (d) a lack of protection against vilification; (e) exemption clauses that allow discrimination on grounds of disability in migration, insurance and infectious diseases, pensions and allowances and combat and peacekeeping duties; and (f) a lack of community legal education outreach regarding individuals' rights and protections under the DDA, in particular the lack of outreach to Aboriginal and Torres Strait Islander communities and people with disability from non-English speaking backgrounds.

50 Federal Court of Australia, [Sklavos v Australasian College of Dermatologists](#) [2017] FCAFC 128.

51 In late 2018, a number of disability, human rights and community legal centres wrote to the Federal Attorney-General to request an urgent amendment to the DDA to fix the significant problem with the law that stops discrimination in employment, education, transport and more. The response received from the Attorney-General noted that this was not a priority for the Government. See: People With Disability Australia (PWDA) (February 2019) [Federal Government Must Fix Gaping Hole In The Disability Discrimination Act](#).

- 52 See: UN Doc. CRPD/C/AUS/CO/1. See also: CRPD General Comment on Women with Disabilities (CRPD/C/GC/3).
- 53 In its 2018 review of Australia's eighth periodic report under the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW), the CEDAW Committee expressed its concern at the lack of national legislation prohibiting all forms of gender-based violence against women. The CEDAW Committee recommended that the Australian Government: "Adopt commonwealth legislation that is in line with the Convention and prohibits all forms of gender-based violence against women and girls, and shift the power to legislate on this matter to the Commonwealth Parliament" See UN Doc No: CEDAW/C/AUS/CO/8. See also: CCPR/C/AUS/CO/6; E/C.12/AUS/CO/5; CAT/C/AUS/CO/4-5.
- 54 Committee on the Elimination of Discrimination against Women (14 July 2017); General recommendation No. 35 on gender-based violence against women, updating general recommendation No. 19. UN Doc No: CEDAW/C/GC/35.
- 55 Council of Australian Governments (2011) [National Plan to Reduce Violence against Women and their Children 2010-2022](#), Canberra.
- 56 The exclusion and neglect of women and girls with disability in the [National Plan](#) has been identified in a number of reviews and inquiries at both national and international levels. For example, the report from the [Senate Inquiry into Violence, abuse and neglect against people with disability in institutional and residential settings](#), released in November 2015, recommended that the Australian Government amend the National Plan to ensure that women with disability are afforded the full range of rights protections that are available to women without disability. The recommendation also specified that the National Plan must be updated to include institutional and disability accommodation settings, and that in order to give effect to the National Plan, there must be increased funding to support women with disability escaping domestic violence.
- 57 Such as forced sterilisation, forced abortion, forced contraception, denial of legal capacity, forced treatment, restrictive practices, seclusion, restraint, indefinite detention, and forced and coerced marriage.
- 58 Including for eg: prisons, segregated settings, detention centres, and other forms of institutional settings.
- 59 See: [1800RESPECT](#); See also [The Line](#).
- 60 The Australian Government cites the [Personal Safety Survey \(PSS\)](#) as "the most comprehensive prevalence data source available in Australia". The PSS is a national survey conducted by the [Australian Bureau of Statistics \(ABS\)](#). The PSS collects detailed information from men and women about the nature of violence experienced since the age of 15. However, it is widely recognised that the PSS has significant methodological restrictions and limitations. For example, the PSS systematically excludes people with disability living in institutional settings (i.e. not in a private home), and those who live in remote areas, where Aboriginal and Torres Strait Islander people with disability are over-represented. The [National Aboriginal and Torres Strait Islander Social Survey \(NATSISS\)](#) also operates within these sampling parameters. The PSS data collection methods do not involve inclusive research practices. The PSS is performed by an interviewer and a specific requirement of the survey is that all interviews are conducted alone in a private setting. Interpreters and support persons are excluded, and where a respondent requires the assistance of another person to communicate with the interviewer, the interview is not conducted. See: (<http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/Lookup/4906.0Explanatory%20Notes12012?OpenDocument>). These methodological restrictions mean that the PSS not only misses (and excludes) a very significant proportion of people with disability, but it also means that reported data from the PSS relating to women with disability is inherently misleading.
- 61 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW. See also: Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 62 See: [1800RESPECT](#)
- 63 Women With Disabilities Australia (WWDA) (August 2016) '[Improving Service Responses for Women with Disability Experiencing Violence](#)': [Final Report](#). WWDA, Hobart, Tasmania. ISBN: 978-0-9585268-5-2.
- 64 See for eg: <https://www.1800respect.org.au/sunny/> <https://www.dvalert.org.au/education-and-training/2-day-workshops/disabilities-workshops> <https://www.anrows.org.au/project/evaluation-of-the-1800respect-disability-referral-pathways-project/>
- 65 For example: [Medibank Health Solutions](#), [e-safety Commission](#)
- 66 A significant majority of domestic violence shelters are not accessible for women or children with disability, and there are additional barriers where there are also language or cultural requirements.
- 67 Committee on the Rights of Persons with Disabilities, General comment No. 7 (2018) on the participation of persons with disabilities, including children with disabilities, through their representative organizations, in the implementation and monitoring of the Convention, UN Doc No. CRPD/C/GC/7.
- 68 See: United Nations General Assembly (2017); Pillar one: advance the rights of women and girls; [Note verbale dated 14 July 2017 from the Permanent Mission of Australia to the United Nations addressed to the President of the General Assembly](#); 24 July 2017; UN Doc. No: A/72/212.
- 69 Department of Social Services 2014, [National Framework for Protecting Australia's Children, 2009-2020](#), Commonwealth of Australia, Canberra, viewed 29 July 2014.
- 70 Robinson 2012, [Enabling and Protecting: Proactive approaches to addressing the abuse and neglect of children and young people with disability](#), p. 12; Children and Young People with Disability Australia, Melbourne.
- 71 As of February 2019, the [National Principles for Child Safe Organisations](#) have been endorsed by members of the Council of Australian Governments, including the Prime Minister and state and territory First Ministers. The principles aim to provide a nationally consistent approach to creating organisational cultures that foster child safety and wellbeing.
- 72 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW
- 73 Even where services are available, parents may have to deal with as many as six or seven different government departments during the early years of the life of the child. Many parents are reluctant to seek assistance from the service sector because of lack of trust and the trauma resulting from the well-documented removal of children from Aboriginal families. See for eg: Disability Rights Now (2012) CRPD Civil Society Report on Australia. Available at: <https://pwd.org.au/our-work/human-rights-campaigns/united-nations-convention-on-the-rights-of-persons-with-disabilities/crpd-civil-society-shadow-report>
- 74 See: International Day of People with Disability, [Former National Disability Awards](#)
- 75 People with disability and their representative organisations subsequently conducted their own online Awards with minimal resources and tight timeframes. See: [National Awards for Disability Leadership](#).
- 76 'Ramp Up', a portal on the ABC website specifically dedicated to disability issues, was de-commissioned in late 2014. See archived site at: <http://www.abc.net.au/rampup/>
- 77 Department of Social Services (DSS) [National Disability Strategy, Second Implementation Plan: Driving Action 2015-2018](#).

78 The four 'priority areas' of the National Disability Strategy Second Implementation Plan (2015–2018) are: 1) NDIS transition to full scheme; 2) improving employment outcomes for people with disability 3) improving outcomes for Aboriginal and Torres Strait Islander people with disability; 4) communication activities to promote the intent of the strategy throughout the community. It also prioritises the development of an 'Australian Government Action Plan' to drive implementation of the NDS across Commonwealth portfolios between 2015 and 2018. See: Department of Social Services (DSS) [National Disability Strategy, Second Implementation Plan: Driving Action 2015–2018](#).

79 Davy, L., Fisher, K.R., Wehbe, A., Purcal, C., Robinson, S., Kayess, R., Santos, D. (2019). [Review of implementation of the National Disability Strategy 2010-2020: Final report](#). (SPRC Report [4/19]). Sydney: Social Policy Research Centre, UNSW Sydney.

80 The [Disability Standards for Accessible Public Transport 2002](#) (Transport Standards) seek to provide certainty to providers and operators of public transport services and infrastructure about their responsibilities under the Disability Discrimination Act (DDA). These standards are subject to a statutory five-yearly review. Recommendations from these reviews are not implemented or consistent; there is no coordinated mechanism for monitoring the implementation of the standards; and there is a lack of enforcement of compliance with the standards

81 In the absence of a national reporting framework, it is difficult to monitor the effectiveness of the Standards and enforce compliance targets.

82 People with disability are often forced to shoulder the financial burden of inaccessible public transport by using taxis or expensive private transport options. Changes to the mobility allowance under the NDIS have exacerbated this burden. See: Senate Standing Committee on Community Affairs (29 November 2017) [Delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020 to build inclusive and accessible communities](#). Commonwealth of Australia.

83 Australian Government (April 2016) [Review of the Disability \(Access to Premises –Buildings\) Standards 2010 First Review](#), Department of Industry, Innovation and Science.

84 Senate Standing Committee on Community Affairs (29 November 2017) [Delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020 to build inclusive and accessible communities](#). Commonwealth of Australia.

85 The [National Standards for Disability Services](#) (2013) cover Disability Advocacy and Employment Services.

86 Australian Government, [Quality Assurance for Disability Advocacy and Employment Services](#). Department of Social Services

87 Disabled People's Organisations Australia, "Building a Disability Inclusive Australia", [Election Policy Platform 2016](#)

88 Senate Standing Committee on Community Affairs (29 November 2017) [Delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020 to build inclusive and accessible communities](#). Commonwealth of Australia.

89 Australian Government, [Livable Housing Design Guidelines](#), Department of Social Services.

90 Australian Government, [Livable Housing Design Guidelines](#), Department of Social Services.

91 This is due to the voluntary nature of the target and the number of compliant houses currently being produced. See: Senate Standing Committee on Community Affairs (29 November 2017) [Delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020 to build inclusive and accessible communities](#). Commonwealth of Australia.

92 The Building Code of Australia, in conjunction with the Plumbing Code of Australia, forms the [National Construction Code](#) issued by Australian Building Codes Board.

93 Australian Government (2016) National Disability Strategy 2010-2020: Progress Report to COAG.

94 Disability Rights Now (2012) [CRPD Civil Society Report on Australia](#).

95 Australian Bureau of Statistics, 4430.0 - Disability, Ageing and Carers, Australia: Summary of Findings, 2015: [Aboriginal and Torres Strait Islander People with Disability](#).

96 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.

97 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.

98 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.

99 Dudgeon, P., Hirvonen, T. & McPhee, R. (March 29, 2019) [Why are we losing so many Indigenous children to suicide?](#) The Conversation.

100 Australian Bureau of Statistics, 3303.0 - Causes of Death, Australia, 2017: [Intentional self-harm in Aboriginal and Torres Strait Islander People](#). See also: Aubusson, K. (March 20, 2019) [Leaders urged to declare Aboriginal child suicides a 'national crisis'](#). The Sydney Morning Herald.

101 Australian Bureau of Statistics, 3303.0 - Causes of Death, Australia, 2015: [Australia's Leading Causes of Death, 2015](#). See also: Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW. See also: Lifeline, [Statistics on Suicide in Australia](#).

102 Lifeline, [Statistics on Suicide in Australia](#).

103 The suicide rate amongst Aboriginal and Torres Strait Islander peoples is more than double the national rate. In 2015, suicide accounted for 5.2% of all Indigenous deaths compared to 1.8% for non-Indigenous people. See: Lifeline, [Statistics on Suicide in Australia](#).

104 National Survey on the CRPD, (2019) Findings.

105 Worthington, E. (2017) [People with intellectual disabilities twice as likely to suffer preventable death, study finds](#). ABC News.

106 Worthington, E. (2017) [People with intellectual disabilities twice as likely to suffer preventable death, study finds](#). ABC News.

107 See: Office of the Public Advocate (February 2016) [Upholding the right to life and health: A review of the deaths in care of people with disability in Queensland](#). See also: NSW Ombudsman (2018) [Report of Reviewable Deaths in: 2014 and 2015, 2016 and 2017. Deaths of people with disability in residential care](#). NSW Ombudsman, Sydney.

108 There has been insufficient attention to engaging with people with disability about their functional capabilities and support needs in emergency situations. While the Australian Accessible Emergency Response System ensures any emergency messages issued during an emergency are accompanied by messages in Auslan for people who are deaf or hearing-impaired, they do not include messages with audio description for people who are vision impaired. See: Australian Blindness Forum, cited in Senate Standing Committee on Community Affairs (29 November 2017) [Delivery of outcomes under the National Disability Strategy 2010-2020 to build inclusive and accessible communities](#). Commonwealth of Australia.

109 The [Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030](#) (Sendai Framework) is the first major agreement of the post-2015 development agenda, with seven targets and four priorities for action. It was endorsed by the UN General Assembly following the 2015 Third UN World Conference on Disaster Risk Reduction (WCDRR).

- 110 See: Commonwealth of Australia 2018, [National Disaster Risk Reduction Framework](#).
- 111 Sweet, M. (14 May 2019) [Inequality and climate change: the perfect storm threatening the health of Australia's poorest](#). The Guardian.
- 112 Australian Law Reform Commission, [Equality, Capacity and Disability in Commonwealth Laws](#) (ALRC Report 124); tabled on 24 November 2014.
- 113 Including guardianship and administration laws.
- 114 Disability Rights Now (2012) [CRPD Civil Society Report on Australia](#).
- 115 Productivity Commission, [Report on Government Services 2019](#), Chapter 17: Youth justice services.
- 116 Since 2004 there has been a 95% increase in the number of Aboriginal and Torres Strait Islander people in custody. 27% of the total prison population are Aboriginal and Torres Strait Islander people. See: Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW. See also: Australian Institute of Health and Welfare (2019) [The health of Australia's prisoners 2018](#). Cat. no. PHE 246. Canberra: AIHW. See also: Commonwealth of Australia (2013) Senate Legal and Constitutional Affairs References Committee, Report of the Senate Inquiry into '[Value of a justice reinvestment approach to criminal justice in Australia](#)'; See also: Commonwealth of Australia (2016) Senate Standing Committee on Community Affairs, Report: [Indefinite detention of people with cognitive and psychiatric impairment in Australia](#).
- 117 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.
- 118 Australian Institute of Health and Welfare (2019) [The health of Australia's prisoners 2018](#). Cat. no. PHE 246. Canberra: AIHW.
- 119 Australian Institute of Health and Welfare (2019) [The health of Australia's prisoners 2018](#). Cat. no. PHE 246. Canberra: AIHW. See also: Commonwealth of Australia (2013) Senate Legal and Constitutional Affairs References Committee, Report of the Senate Inquiry into '[Value of a justice reinvestment approach to criminal justice in Australia](#)'
- 120 Commonwealth of Australia (2017) Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme; [Provision of services under the NDIS for people with psychosocial disabilities related to a mental health condition](#).
- 121 Commonwealth of Australia (2013) Senate Legal and Constitutional Affairs References Committee, Report of the Senate Inquiry into '[Value of a justice reinvestment approach to criminal justice in Australia](#)'
- 122 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 123 [Lyons v State of Queensland \[2016\] HCA 38](#); See also: Guest, A. (5 Oct 2016) [Deaf jurors serve in US and New Zealand, but High Court blocks Australian Gale Lyons' bid](#). ABC News.
- 124 Disabled People's Organisations Australia (DPOA)(2017) Submission to the Committee on the Rights of Persons with Disabilities; [List of issues \[Australia\] to be adopted during the 18th Session of the Committee on the Rights of Persons with Disabilities](#). See also: Disability Rights Now (2012) [CRPD Civil Society Report on Australia](#).
- 125 Australian Law Reform Commission (December 2017) [Pathways to Justice - An Inquiry into the Incarceration Rate of Aboriginal and Torres Strait Islander Peoples. Final Report](#). ALRC Report 133.
- 126 Australia has not withdrawn nor repealed legislation, policies and practices that allow for arbitrary and indefinite detention of people with disability, including those deemed unfit to plead.
- 127 Commonwealth of Australia (2016) Senate Standing Committee on Community Affairs, Report: [Indefinite detention of people with cognitive and psychiatric impairment in Australia](#).
- 128 Commonwealth of Australia (2016) Senate Standing Committee on Community Affairs, Report: [Indefinite detention of people with cognitive and psychiatric impairment in Australia](#).
- 129 See: [Australia's Universal Periodic Review](#); Attorney-General's Department.
- 130 See: Human Rights Law Centre, Australia's 2nd Universal Periodic Review: [Voluntary Commitments](#). See also: Law Council of Australia, [Australia's International Human Rights Obligations](#).
- 131 The former Law, Crime and Community Safety Council (LCCSC) consisted of ministers with responsibilities for law and justice, police and emergency management. As a result of a Council of Australian Governments (COAG) review conducted in 2016-17, COAG decided to replace the LCCSC with a separate Councils for [Attorneys-General](#), and a separate Council for [Police and Emergency Management](#).
- 132 Disability Rights Now (2012) [CRPD Civil Society Report on Australia](#).
- 133 Commonwealth of Australia (2016) Senate Standing Committee on Community Affairs, Report: [Indefinite detention of people with cognitive and psychiatric impairment in Australia](#).
- 134 For a discussion on Psychotropic polypharmacy in people with disability, see: Victorian Department of Human Services (2010) [Disability, mental health and medication: Implications for practice and policy](#). A report prepared for the Office of the Senior Practitioner by: Dr Stuart Thomas, Kaisha Corkery-Lavender, Dr Michael Daffern, Dr Danny Sullivan; Centre for Forensic Behavioural Science, School of Psychology & Psychiatry, Monash University, Australia. See also: Dillon, M. (22 Feb 2019) [What have we heard at the Royal Commission into Aged Care Quality and Safety so far?](#) ABC News.
- 135 Willacy, M. & and Blucher, A. (18 Jun 2019) [Boy kept 'completely naked' in Brisbane watch house for days](#). ABC Investigations.
- 136 See: Frohmader, C., & Sands, T. (2015) Australian Cross Disability Alliance (ACDA) [Submission to the Senate Inquiry into Violence, abuse and neglect against people with disability in institutional and residential settings](#). Australian Cross Disability Alliance (ACDA); Sydney, Australia.
- 137 Australian Government, [National Framework for Reducing and Eliminating the Use of Restrictive Practices in the Disability Service Sector](#). Department of Social Services.
- 138 National Disability Insurance Scheme ([Restrictive Practices and Behaviour Support](#)) Rules 2018
- 139 The Framework only applies to disability services and the NDIS (Restrictive Practice and Behaviour Support) Rules 2018 only apply to NDIS participants.
- 140 States and Territories will have NPM bodies for their respective jurisdictions.
- 141 Such as prisons, juvenile detention, police cells, closed psychiatric institutions and immigration facilities.

- 142 Disabled People's Organisations Australia (DPOA), [Position Paper: Disability Inclusive National Preventive Mechanism \(NPM\)](#). DPOA, Sydney.
- 143 See: CAT/C/AUS/CO/4-5.
- 144 [Royal Commission into Violence, Abuse, Neglect and Exploitation of People with Disability](#).
- 145 Reflecting Australia's obligations under the international human rights treaties to which Australia is a party, and the United Nations '[Basic Principles and Guidelines on the Right to a Remedy and Reparation for Victims of Gross Violations of International Human Rights Law and Serious Violations of International Humanitarian Law](#)', remedies for gross violations of international human rights law and serious violations of international humanitarian law include the victim's right to the following as provided for under international law: (a) Equal and effective access to justice; (b) Adequate, effective and prompt reparation for harm suffered; (c) Access to relevant information concerning violations and reparation mechanisms. UN Doc. No A/RES/60/147.
- 146 See: Frohmader, C., & Sands, T. (2015) Australian Cross Disability Alliance (ACDA) [Submission to the Senate Inquiry into Violence, abuse and neglect against people with disability in institutional and residential settings](#)'. Australian Cross Disability Alliance (ACDA); Sydney, Australia.
- 147 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 148 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 149 National Disability Insurance Scheme (NDIS) [Quality and Safeguards Commission](#)
- 150 Including for example: e.g. allegations of abuse and neglect, unauthorised use of a restrictive practice, serious injury, and sexual misconduct.
- 151 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (March 2019) [Progress Report](#).
- 152 People With Disability Australia, Submission No 50 to Senate Standing Committee on Community Affairs, The Involuntary or Coerced Sterilisation of People with Disabilities in Australia, March 2013; Women With Disabilities Australia, Submission No 49 to Senate Standing Committee on Community Affairs, The Involuntary or Coerced Sterilisation of People with Disabilities in Australia, March 2013. Submissions available at: https://www.aph.gov.au/Parliamentary_Business/Committees/Senate/Community_Affairs/Involuntary_Sterilisation/Submissions
- 153 See: CRC/C/15/Add.268; CRC/C/AUS/CO/4; A/HRC/17/10; CEDAW/C/AUL/CO/7; CAT/C/AUS/CO/4-5; A/HRC/WG.6/10/L.8; CRPD/C/AUS/CO/1; A/HRC/31/14; A/HRC/22/53; CCPR/C/AUS/Q/6; FIGO (International Federation of Gynecology and Obstetrics), [Female Contraceptive Sterilization](#). See also: World Medical Association (WMA) in conjunction with the International Federation of Health and Human Rights Organizations (IFHHRO) (2011) [Global Bodies call for end to Forced Sterilization: Press Release](#), 5 September 2011.
- 154 See for eg: Committee on the Elimination of Discrimination against Women (1991) General recommendation No. 18: Disabled women. UN Doc. No. A/46/38.
- 155 Australian Government (May 2015), [Australian Government response](#) to the Senate Standing Committee on Community Affairs Reports: [The involuntary or coerced sterilisation of people with disabilities in Australia](#) (17 July 2013) and the [Involuntary or coerced sterilisation of intersex people in Australia](#) (25 October 2013).
- 156 Australian Governments remain of the view that it is an acceptable practice to sterilise children and adults with disability, provided that they 'lack capacity' and that the procedure is in their 'best interest', as determined by a third party. See: Senate Standing Committee on Community Affairs, (17 July 2013) [The involuntary or coerced sterilisation of people with disabilities in Australia](#)
- 157 Forced contraception is commonly used on women and girls with disability to suppress menstruation or sexual expression for various purposes, including eugenics-based practices of population control, menstrual management and personal care, and pregnancy prevention, including pregnancy that results from sexual abuse. It is a practice widely used in group homes and other forms of institutional settings, and is often justified as a way of reducing the 'burden' on staff/carers who have to 'deal with' managing menstruation of disabled women and girls. In the case of persons with intellectual disability, the decision about type of contraception is almost exclusively made by someone else, such as a doctor and/or guardian, parent, or carer.
- 158 Joint statement by the Committee on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) and the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW): [Guaranteeing sexual and reproductive health and rights for all women, in particular women with disabilities](#). 29 August 2018.
- 159 See: The Darlington Statement [para 7] [Darlington Statement](#): Joint consensus statement from the intersex community retreat in Darlington, March 2017.
- 160 Committee on the Rights of Persons with Disabilities (2016), General Comment No. 3: Women and Girls with Disabilities, UN Doc. CRPD/C/GC/6, para 32.
- 161 Senate Standing Committee on Community Affairs (25 October 2013) [Involuntary or coerced sterilisation of intersex people in Australia](#)
- 162 Committee on the Elimination of Discrimination against Women (2018) Concluding Observations on the Eighth Periodic Report of Australia, UN Doc, CEDAW/C/AUS/CO/8, para 26.
- 163 UN General Assembly (24 April 2017) [Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants on his mission to Australia and the regional processing centres in Nauru](#). UN Doc. No. A/HRC/35/25/Add.3.
- 164 This devalues the important economic and social contributions that migrants and refugees with disability and their families might make to Australia See: National Ethnic Disability Alliance (NEDA) (2009) [No Right to Discriminate: Submission to the Joint Standing Committee on Migration Inquiry into Immigration Treatment of Disability](#).
- 165 UN General Assembly (24 April 2017) [Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants on his mission to Australia and the regional processing centres in Nauru](#). UN Doc. No. A/HRC/35/25/Add.3.
- 166 beginning from the date the person starts residing in Australia as a permanent visa holder
- 167 Legislation permits children with disability from asylum seeker backgrounds to be held indefinitely in immigration detention facilities. UN General Assembly (24 April 2017) [Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants on his mission to Australia and the regional processing centres in Nauru](#). UN Doc. No. A/HRC/35/25/Add.3.
- 168 Which is directly attributed to the harsh conditions, the protracted periods of closed detention, sexual and other forms of violence, overcrowding, inadequate health care, and fear for and about the future. See: Disabled People's Organisations Australia (DPOA)(2017) Submission to the Committee on the Rights of Persons with Disabilities; [List of issues \[Australia\] to be adopted during the 18th Session of the Committee on the Rights of Persons with Disabilities](#).

- 169 UN General Assembly (24 April 2017) [Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants on his mission to Australia and the regional processing centres in Nauru](#). UN Doc. No. A/HRC/35/25/Add.3.
- 170 UN General Assembly (24 April 2017) [Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants on his mission to Australia and the regional processing centres in Nauru](#). UN Doc. No. A/HRC/35/25/Add.3.
- 171 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW. See also: Australian Government, [Australia's Combined Second and Third Periodic Report under the Convention on the Rights of Persons with Disabilities](#), 1 September 2018.
- 172 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW. See also: Australian Government, [Australia's Combined Second and Third Periodic Report under the Convention on the Rights of Persons with Disabilities](#), 1 September 2018.
- 173 NSW Ombudsman (2018) [Report of Reviewable Deaths in: 2014 and 2015, 2016 and 2017, Deaths of people with disability in residential care](#). NSW Ombudsman, Sydney.
- 174 For eg: In June 2015, there were 6,252 young people in nursing homes around Australia, comprising of 555 young people aged 0-49 years and 5,697 aged 50-64 years. See: Senate Community Affairs References Committee (2015) [Adequacy of existing residential care arrangements available for young people with severe physical, mental or intellectual disabilities in Australia](#). See also: Norman, J. (24 Mar 2019) [The young people forced to live in aged care homes and the push to get them out](#). ABC News.
- 175 Including the right to choose freely where and with whom they live.
- 176 Aged Care Guide, [The issue facing younger people with disability in aged care](#).
- 177 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 178 For example: The Joint Standing Committee on the NDIS recommended greater regulation to ensure all new housing is compliant with an updated Building Code of Australia. See: Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (May 2016) [Accommodation for people with disabilities and the NDIS](#).
- 179 Supported Independent Living (SIL) under the NDIS is ingraining an institutionalised approach, undermining the NDIS vision of choice and control. See also: Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (May 2016) [Accommodation for people with disabilities and the NDIS](#).
- 180 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 181 Productivity Commission, [Report on Government Services 2019](#)
- 182 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 183 Productivity Commission, [Report on Government Services 2019](#)
- 184 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 185 Reasons include lack of access to services, inaccessibility of public transport, lack of support from airline staff when flying, and international travel restrictions for those on the DSP. National CRPD Survey (2019) Findings.
- 186 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 187 Although the Australian Government has developed the [Digital Service Standard](#), this is a set of best-practice principles for designing and delivering digital government services and does not apply to state, territory or local government services.
- 188 For example, in addition to WCAG 2.0 adherence, web content should include Easy English, Large Print, Rich Text Format, Auslan, audio and other community languages.
- 189 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 190 This happens in two main ways: a) the child is removed by child protection authorities and placed in foster or kinship care; and b) a Court, under the Family Law Act, may order that a child be raised by the other parent who does not have a disability or by members of the child's extended family. See: Victorian Office of the Public Advocate (OPA) (2012) [OPA Position Statement: The removal of children from their parent with a disability](#)
- 191 For eg: Approximately one in six children in alternative or out of home care has a parent with disability. See: [Australian NGO Coalition Submission to the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights](#) (May 2017). In addition, in some jurisdictions engaging in sexual relations with a person with intellectual is a criminal offence (eg s 216 Criminal Code (Qld)).
- 192 The Australian Council of Human Rights Authorities (ACHRA), comprises the State, Territory and Federal human rights and discrimination authorities. Over 6 years ago, ACHRA identified discrimination against 'potential and actual parents with disability' as one of three most urgent and pressing human rights issues in Australia today. The Communiqué from the ACHRA 2013 annual meeting stated: "Finally, having regard to evidence: (a) that parents with disability are significantly overrepresented in child protection systems in Australia despite having the same capacity to be effective parents; (b) that there is a lack of systematic data collection and analysis; (c) that there is a lack of appropriate supports to potential and actual parents with disability, - ACHRA calls for better data collection and better research into negative presumptions being made about people with disabilities being able to effectively parent. ACHRA calls for better support for these parents to fulfil their parenting roles and has identified that this as a priority given the discriminatory impact of negative presumptions." See: [Australian Council of Human Rights \(ACHRA\) Communiqué from Australian Council of Human Rights Agencies meeting, 18-19 March 2013](#). There are few long-term and intensive parenting support programs for parents with disability, despite indications that these programs are very successful. See: [Australian NGO Coalition Submission to the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights](#) (May 2017). See also: Victorian Office of the Public Advocate (OPA) (2012) [OPA Position Statement: The removal of children from their parent with a disability](#)
- 193 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 194 People with disability in Australia continue to experience, and be at risk of, gross violations of their sexual and reproductive rights including denial of the right to sexual and reproductive autonomy and self-determination, and through practices such as forced sterilisation, forced abortion and forced contraception - often wrongfully justified by theories of incapacity and therapeutic necessity and often performed under the auspices of legitimate medical care or the consent of others in their name. See for eg: Women With Disabilities Australia (WWDA)(2016) ['WWDA Position Statement 4: Sexual and Reproductive Rights'](#). WWDA, Hobart, Tasmania. See also: Frohmader, C., & Sands, T. (2015) Australian Cross Disability Alliance (ACDA) [Submission to the Senate Inquiry into Violence, abuse and neglect against people with disability in institutional and residential settings](#). Australian Cross Disability Alliance (ACDA); Sydney, Australia. See also: Women With Disabilities Australia (WWDA), Human Rights

Watch (HRW), Open Society Foundations, and the International Disability Alliance (IDA) (2011) [Sterilization of Women and Girls with Disabilities: A Briefing Paper](#). See also: International Federation of Gynaecology and Obstetrics (2011) [Female Contraceptive Sterilization](#).

195 Women with disability continue to experience significant discrimination in accessing assisted reproductive technologies, including for eg: in-vitro fertilisation (IVF), assisted insemination, surrogacy, Oocyte cryopreservation. Many women with disability are deemed by fertility clinics as ineligible for assisted reproductive services. Australia's universal health system (Medicare) covers the treatment of assisted reproduction for women who are deemed 'medically infertile', but not for women who are deemed to be 'socially infertile' (including single people and same-sex couples). See: Women With Disabilities Australia (2009): ['Parenting Issues for Women with Disabilities in Australia' - A Policy Paper](#). See also: Fyfe, M. and Davies, J. (6 June 2015) [Motherhood on ice](#); Sydney Morning Herald Good Weekend Magazine. See also: Mather, A. (October 6, 2015) [Motherhood a precious gift many can't afford](#); The Mercury Newspaper.

196 The evidence base describing egregious breaches of the human rights of children and young people with disability in schools is rapidly increasing. See for eg: Children and Young People with Disability Australia (CYDA) (August 2016) [Bullying and abuse of school students with disability at alarming levels: Media Release 9 August 2016](#). See: Australian Broadcasting Corporation (ABC) (16 August 2016) [School investigated after claims boy with autism locked in 'cage'](#). Australian Broadcasting Corporation (ABC) (31 August 2016) [School accused of leaving teen with autism outside on beanbag for whole term](#). The Canberra Times (11 August 2016) [Autism cage details emerge as United Nations investigates abuse of children](#). See also: Senate Community Affairs References Committee (November 2015) [Final Report: 'Violence, abuse and neglect against people with disability in institutional and residential settings'](#). See also: Senate Education and Employment References Committee (2016) [Final Report: Access to real learning: the impact of policy, funding and culture on students with disability](#)

197 See e.g., See: Australian Broadcasting Corporation (ABC) (16 August 2016) [School investigated after claims boy with autism locked in 'cage'](#). Australian Broadcasting Corporation (ABC) (31 August 2016) [School accused of leaving teen with autism outside on beanbag for whole term](#). The Canberra Times (11 August 2016) [Autism cage details emerge as United Nations investigates abuse of children](#).

198 CRPD/G/GC/4

199 Sands, T. (2017), Disabled People's Organisations Australia (DPO Australia) [Submission to the 2017/2018 Federal Budget](#).

200 Students with disability report that their disability is the main reason they do not attend school. See: Australian Institute of Health and Welfare (2017) [Disability in Australia: changes over time in inclusion and participation in education](#). AIHW, Canberra.

201 20% of people with disability attending an educational institution experience discrimination, of which 25% identify a teacher or lecturer as the source of that discrimination. See: Australian Institute of Health and Welfare (2017) [Disability in Australia: changes over time in inclusion and participation in education](#). AIHW, Canberra.

202 See for eg: Children with Disability Australia (CDA) (2013) [Inclusion in education: Towards equality for students with disability](#), Written by Dr Kathy Cologon for CDA. See also: [Australian schools failing children with disabilities. Senate report finds](#); ABC TV (15/01/2016)

203 Australian Institute of Health and Welfare (2017) [Disability in Australia: changes over time in inclusion and participation in education](#). AIHW, Canberra.

204 Although the retention rate to Year 12 for Indigenous students has increased steadily, from 47% in 2010 to 60% in 2016, it is still lower than the non-Indigenous rate (79% in 2010 and 86% in 2016). See: Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW..

205 Schools that only enrol students with special needs. Australian Institute of Health and Welfare (2017) [Disability in Australia: changes over time in inclusion and participation in education](#). AIHW, Canberra.

206 Students with disability at a mainstream school attract a students with disability loading of 186 per cent of the base per student amount; those at a special school attract a students with disability loading of 223 per cent. See: Senate Standing Committees on Education and Employment (15 January 2016) [Chapter 5: How to better support students with disabilities in schools](#) in ['Access to real learning: the impact of policy, funding and culture on students with disability'](#).

207 Committee on Economic, Social and Cultural Rights, Concluding observations on the fifth periodic report of Australia, UN Doc E/C.12/AUS/CO/5, paras 55-56.

208 Australia government response to LOIPR, para 275 (b).

209 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.

210 National CRPD Survey (2019) Findings.

211 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.

212 Approximately 450,000 people in Australia have intellectual disability. See: Council for Intellectual Disability (February 2019) [The Health of People with Intellectual Disability](#).

213 Council for Intellectual Disability (February 2019) [The Health of People with Intellectual Disability](#).

214 For eg: People with disability detained under Forensic Orders are often not provided with access to medical and dental care. See also: Women With Disabilities Australia (WWDA)(2016) ['WWDA Position Statement 4: Sexual and Reproductive Rights'](#). WWDA, Hobart, Tasmania. National CRPD Survey Findings.

215 Indigenous people with disability experience severe levels of psychological distress at a rate three times higher than for non-Indigenous people. See: Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.

216 Productivity Commission, [National Disability Insurance Scheme \(NDIS\) Costs](#), 19 October 2017.

217 Including for eg: forced sterilisation, forced abortion, forced contraception; female genital mutilation; menstrual suppression; chemical and physical restraint; forced institutionalisation; forced isolation and segregation; withholding of medications; indefinite detention; forced marriage; sexual slavery. See: Women With Disabilities Australia (WWDA) (August 2016) ['Improving Service Responses for Women with Disability Experiencing Violence': Final Report](#). WWDA, Hobart, Tasmania. ISBN: 978-0-9585268-5-2.

218 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.

219 Such as those on hospitals, the Medicare Benefits Schedule, and the Pharmaceutical Benefits Scheme.

220 Australian Institute of Health and Welfare 2018. [Australia's health 2018](#). Australia's health series no. 16. AUS 221. Canberra: AIHW.

221 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (March 2019) [Progress Report](#).

- 222 The lack of community based therapy services seriously inhibits the ability of these services to meet the needs of those needing assistance to improve, maintain or minimise deterioration in their level of functioning.
- 223 Council of Australian Governments; [Principles to Determine the Responsibilities of the NDIS and other Service Systems](#).
- 224 Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme (September 2018) [Market readiness for provision of services under the NDIS](#).
- 225 For example, the NDIS eligibility criteria do not adequately consider the episodic nature of psychosocial disability/mental illness, and the focus on diagnosis rather than physical and psychosocial impact disqualifies many with a demonstrable need for assistance under the Scheme. See: Commonwealth of Australia (2017) Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme; [Provision of services under the NDIS for people with psychosocial disabilities related to a mental health condition](#).
- 226 Commonwealth of Australia (2017) Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme; [Provision of services under the NDIS for people with psychosocial disabilities related to a mental health condition](#).
- 227 Commonwealth of Australia (2017) Joint Standing Committee on the National Disability Insurance Scheme; [Provision of services under the NDIS for people with psychosocial disabilities related to a mental health condition](#).
- 228 39.8% for people with a disability compared to 79.4% for people without a disability. Compared with other OECD countries, Australia has one of the lowest employment participation rates for people with a disability. See: Price Waterhouse Coopers (2011) [Disability Expectations: Investing in a better life, a stronger Australia](#). See also: Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW. Many young people with disability do not enter the labour force over the first seven post-school years and are more likely to experience long-term unemployment than those without a disability. See: Australian Human Rights Commission (2016) [Willing to Work: National Inquiry into Employment Discrimination Against Older Australians and Australians with Disability](#), AHRC, Sydney.
- 229 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 230 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 231 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 232 Australian Human Rights Commission (2016) [Willing to Work: National Inquiry into Employment Discrimination Against Older Australians and Australians with Disability](#), AHRC, Sydney.
- 233 Australian Government, [Disability Employment Services](#). Department of Social Services.
- 234 Disabled People's Organisations Australia (DPOA) [Factsheet: Employment of Persons with Disability](#). DPOA, Sydney.
- 235 The Committee on Economic, Social and Cultural Rights has specifically addressed segregated employment of people with disability, and clarified that segregated employment and wage discrimination is in contravention of the Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR).
- 236 The scheme was established by the Australian Government following the Federal Court finding in December 2012 that the BSWAT indirectly discriminated against two Australian Disability Enterprises (ADEs) employees with an intellectual disability. See: The [Business Services Wage Assessment Tool \(BSWAT\) Payment Scheme](#).
- 237 Who met a range of criteria and whose wages were assessed and paid using the BSWAT between 2004 and 2014. See: The [Business Services Wage Assessment Tool \(BSWAT\) Payment Scheme](#).
- 238 The [Supported Wage System](#) is a process that allows employers to pay a productivity-based wage for people with disability that matches an independently assessed productivity rate.
- 239 Productivity Commission (July 2018) National Disability Agreement Review, [Issues Paper](#).
- 240 Working-age women with disability who are in the labour force have lower incomes from employment; are more concentrated than other women and men in precarious, informal, subsistence and vulnerable employment, and are much more likely to be in lower paid jobs than men with disability. See: Women with Disabilities Australia (WWDA), (2014) ['Gender Blind, Gender Neutral': The effectiveness of the National Disability Strategy in improving the lives of women and girls with disabilities](#). WWDA, Hobart, Tasmania, ISBN: 978-0-9585268-2-1.
- 241 Department of Social Services (DSS) [National Disability Strategy, Second Implementation Plan: Driving Action 2015–2018](#).
- 242 More than double the OECD average of 22%. See for eg: Price Waterhouse Coopers (PWC) (2011) [Disability expectations: Investing in a better life, a stronger Australia](#).
- 243 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 244 National CRPD Survey (2019) Findings.
- 245 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 245 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 247 Australian Government (2016) National Disability Strategy 2010-2020: Progress Report to COAG.
- 248 The Disability Support Pension (DSP) provides financial support to working age Australians who are permanently blind or have a permanent physical, intellectual or psychiatric impairment that prevents or limits their capacity to work. See: Australian National Audit Office (2016) [Qualifying for the Disability Support Pension](#). The Disability Support Pension (DSP) is inadequate to support people with disability and consequently leads to a lower standard of living, poverty, and the inability to realise other fundamental human rights. Changes to the DSP eligibility since 2013 have already left many people with disability struggling to survive on the Newstart or Youth Allowance, payments that are below the poverty line and in no way accounts for the additional costs associated with disability. Income support pensions have fallen significantly relative to average and minimum wages over the last two decades. See: Disabled People's Organisations Australia (DPOA)(2016) [Election Platform 2016: Building a Disability Inclusive Australia](#). See also: Australian NGO Coalition Submission (2017) [Review of Australia Fifth Periodic Report under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights](#).
- 249 See: Australian National Audit Office (2016) [Qualifying for the Disability Support Pension](#).
- 250 Disability Rights Now (2012) [CRPD Civil Society Report on Australia](#).
- 251 National Social Security Rights Network (Jan 02, 2017), [1-in-4 on Newstart has a significant disability](#).
- 252 Henriques-Gomes, L. (10 Apr 2019) [Record number of sick or disabled Newstart recipients as Coalition seeks savings](#). The Guardian.

- 253 Naujokas, N. (7 May 2019) [Ask a policy expert: why is it so hard to get on the disability support pension?](#) The Guardian.
- 254 The [Specialist Homelessness Services \(SHS\)](#) collection obtains information about people, adults and children, who seek assistance from specialist homelessness agencies.
- 255 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 256 See: Australia's 2nd Universal Periodic Review, [Joint NGO Submission on behalf of Australian NGO Coalition](#), March 2015.
- 257 Productivity Commission, [Report on Government Services 2019](#)
- 258 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 259 Australian Institute of Health and Welfare 2017. [Australia's welfare 2017](#). Australia's welfare series no. 13. AUS 214. Canberra: AIHW.
- 260 Productivity Commission, [Report on Government Services 2019](#); National CRPD Survey (2019) Findings.
- 261 Disability Rights Now (2012) [CRPD Civil Society Report on Australia](#).
- 262 Disability Rights Now (2012) [CRPD Civil Society Report on Australia](#).
- 263 As recommended in the CRPD/C/AUS/CO/1 [para.54] and also recommended in CEDAW/C/AUL/CO/5; CEDAW/C/AUS/CO/7; E/C.12/AUS/CO/4; CCPR/C/AUS/CO/5; CAT/C/AUS/Q/5.
- 264 As recommended in the CRPD/C/AUS/CO/1 [para.56]
- 265 Including a comprehensive data collection mechanism for children and young people with disability.
- 266 At the Universal Period Review [Australia] 2016, the Australian Government gave a voluntary commitment to "supporting the protection and promotion of human rights through its foreign aid programme by promoting prosperity, reducing poverty and enhancing stability. The delegation welcomed the adoption of the 2030 Agenda for Sustainable Development and affirmed its commitment to advancing this agenda. The Government committed to applying its Development for All: 2015-2020 strategy to strengthen disability-inclusive development and its international Indigenous Peoples Strategy 2015-2019 to advance the interests of indigenous peoples in Australia and around the world." See: United Nations General Assembly, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Australia; 2016, UN Doc. No: A/HRC/31/14 [para 145].
- 267 Transforming our world: the [2030 Agenda for Sustainable Development](#). See also: [Sustainable Development Goals](#).
- 268 Department of Foreign Affairs and Trade (2105) [Development for All 2015-2020: Strategy for strengthening disability-inclusive development in Australia's aid program](#).
- 269 Department of Foreign Affairs and Trade (2105) DFAT [Indigenous Peoples Strategy 2015-2019](#): A framework for action.
- 270 The Department of Social Services (DSS) and the Attorney-General's Department (AGD) have been designated as the 'joint focal point' within the Australian Government to coordinate implementation of the CRPD. However, operational responsibility for implementation of the CRPD through the National Disability Strategy 2010-2020 (NDS) rests with DSS, and appears to be confined to a disability policy responsibility.
- 271 Australian Government, [Universal Periodic Review monitoring](#). Attorney-General's Department, Canberra.